



# La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

Paraît  
chaque  
Vendredi  
10 pages

Après le comité national du rassemblement populaire

## Avenants réformistes sur un programme bourgeois



Le Comité National du Rassemblement populaire vient donc, une fois de plus, de délibérer. Pour éluder certaines propositions tendant à doter le sacro-saint programme de rallonges dont chaque organisation s'effraie quand elle ne voit pas la possibilité de les utiliser publicitairement pour ses fins politiques, et pour adopter le principe d'une nouvelle manifestation populaire, à Buffalo, le 14 juillet prochain.

Qui préludera aux mascarades organisées en l'honneur de George VI et des financiers de la City.

Le Comité national, c'est la S.F.I.O., c'est le parti communiste français, c'est le parti radical-socialiste, c'est l'U.S.R., c'est le parti (?) Camille Pelletan, le Comité de Vigilance, la Ligue des Droits de l'Homme, et aussi les Anciens Combattants Républicains.

C'est aussi la C.G.T.

Mais, à juste raison, les masses ouvrières et paysannes voient surtout dans le Comité National la conjonction de trois organisations : socialistes, staliniens et radicaux constituent cet attelage à trois qui entraîne dans les fondrières de la démocratie bourgeoise le char cahotant et grinçant du Front Populaire, auquel sont enchaînées les mas-travaillieuses.

Attelage à trois dont les chevaux tirent à hue et à dia, ruent dans les brancards et s'entre-déchirent, mais n'en continuent pas moins la même route qui frôle la misère, la dictature et la guerre et risquent à chaque minute d'y verser.

C'est ce caractère essentiellement et fondamentalement réactionnaire qu'il faut avoir à l'esprit pour apprécier l'« avenant » socialiste et les « rallonges » staliniennes dont on veut doter le programme et que repoussent vertueusement les radicaux.

\*\*

Que les chevaux se mordent entre eux, il n'est pour le prouver que de rappeler les polémiques entre camarades staliniens et frères socialistes ; il n'est que de rappeler la tortueuse démagogie des uns et des autres concernant les revendications des fonctionnaires et la retraite des vieux travailleurs. L'« avenant » socialiste en est une démonstration supplémentaire, qui réclame « un effort de discipline intérieure pour chacun des partis contractants ».

Mais ces disputes prouvent que les masses d'ouvriers et de paysans, parties confiantes, par un beau jour de juillet, voici quatre ans, ont cru parcourir une longue étape sociale, et se retrouvent à Buffalo, le 14 juillet 1938, au point d'où elles étaient parties, avec un horizon infiniment plus

menaçant qu'il ne fut jamais.

\*\*

De moins en moins, les tentatives de replâtrage du Front populaire ne réussiront à donner le change aux travailleurs.

Il faut que la bourgeoisie radicale, au sort de laquelle s'attachent le boudet socialiste et le mulet staliniens, soit « radicalement » rejetée ; il faut que chefs socialistes, cégétistes et staliniens reçoivent désormais la poussée impétueuse des masses travailleuses.

Le fascisme redresse la tête, les cagou-lards sont libérés, les syndiqués licenciés ; le coût de la vie augmente et les charges fiscales font de même, les trains de décrets-lois se succèdent, libérés du contrôle parlementaire d'ailleurs illusoire.

Et la guerre s'allume !

Les responsables ont avoué leur faillite au moment où celle-ci ne pouvait plus être cachée. Il n'y a ni avenant, ni rallonge possible à ce programme de trahison, pas plus qu'il n'y a — P.O.U.M. ou P.S.O.P. — de parti centriste qui puisse assurer les tâches historiques d'une Internationale révolutionnaire.

A bas le Front populaire ! Vive la montée au pouvoir des ouvriers et des paysans organisés en Conseils, en Comités, en Soviets.

Vivent les Soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats, sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale !

autres temps, autres mœurs...



— Croyez-vous ! Ce sale individu a osé chanter dans la rue :

« ... Et merde pour le roi d'Angleterre... »

## Coups d'œil en arrière Regards en avant !

É N décidant de revenir pendant les mois d'été de la parution tri-hebdomadaire à la parution hebdomadaire, et en donnant pour directive à tous ses militants la préparation financière, matérielle, technique et politique de la « COMMUNE » QUOTIDIENNE, notre Comité Central a été guidé par la nécessité de résoudre dans les meilleures conditions le difficile problème de la presse révolutionnaire d'avant-garde, en direction des masses ouvrières et paysannes.

Les différentes lettres que nous adressent des lecteurs de Paris et de province nous confirment dans cette opinion que, en dépit des nombreuses améliorations qui nous sont suggérées et que nous nous efforçons chaque semaine de réaliser, la « Commune », dans sa forme actuelle, est le seul hebdomadaire révolutionnaire conséquent, qui assure une information politique, une correspondance ouvrière et paysanne, une liaison et des directives révolutionnaires.

Et chaque militant ou sympathisant du P.C.I. doit se convaincre que « La Commune » soutient victorieusement la comparaison avec n'importe quelle publication afin d'intensifier son effort de propagande et de diffusion.

Chacun doit également comprendre que si la première partie des directives fixées par notre Comité Central est réalisée, à savoir la continuité de notre presse pendant les mois d'été, l'effort considérable que ce journal exige risquerait de compromettre la réalisation de « LA COMMUNE » QUOTIDIENNE et ne pourra être soutenu si nos militants et sympathisants ne nous aident, chaque jour, à l'accomplir.

Des dispositions d'ordre administratif sont d'ores et déjà réalisées ; d'autres sont envisagées pour assurer aux meilleures conditions notre parution quotidienne. MAIS CES DISPOSITIONS EXIGENT IMPÉRIEUSEMENT UNE AUGMENTATION IMMÉDIATE DE NOS RECETTES. NON SEULEMENT IL NE FAUDRAIT AUCUN RALENTISSEMENT DANS LA PROPAGANDE, LA DIFFUSION DU JOURNAL, L'ENVOI RÉGULIER DES PHALANGES ET SOUSCRIPTIONS, MAIS UNE AUGMENTATION SUIVIE DE CES DIFFÉRENTS EFFORTS.

Et, pour commencer, que cesse cette anomalie d'un journal comme le nôtre, qui continue à être vendu cinquante centimes, malgré l'augmentation des prix de revient et des tarifs postaux, alors que n'importe quelle publication est présentement vendue 75 centimes, 1 franc, voire même 1 fr. 50 !

A DATER DU PROCHAIN NUMÉRO, « LA COMMUNE » SERA MISE EN VENTE AU PRIX DE SOIXANTE-QUINZE CENTIMES. Cette disposition nous permet de conserver les dix pages.

Mais, encore une fois, il dépend de vous, militants et lecteurs, que notre journal, qui est votre journal, conserve ses dix pages d'éducation et de combat une fois par semaine, en attendant de paraître chaque jour.

Lisez la Commune  
diffusez la !



## La diplomatie secrète bat son plein

**C**OMMENT interpréter la démarche de Negrin auprès de Londres et Paris avisant ces capitales qu'il pourrait, sous la poussée de l'opinion publique, être appelé à riposter ailleurs que sur la péninsule espagnole aux bombardements de l'aviation italo-allemande ?

D'après les journaux de droite, cette démarche aurait signifié « nous allons exercer des représailles sur des ports italiens ». D'après « l'Humanité », cet avertissement ne visait que Majorque, base aérienne italienne.

Où est la vérité ?

Il semble probable que l'éventualité de bateaux et villes italiennes (Gênes) ait été envisagée. S'il ne s'agissait que de Majorque, territoire espagnol, l'avertissement de Negrin serait à considérer comme assez louche. Existerait-il donc quelque accord occulte reconnaissant des « droits » au moins pendant la guerre à Mussolini sur cette île ? Negrin qui, jusqu'ici, n'a jamais fait bombarder Majorque, aurait-il été avisé de cet accord anglo-franco-italien, se croirait-il tenu de le respecter ?

Quoi qu'il en soit, Mussolini a convoqué son « Etat-Major » et prévenu qu'il répondrait par le canon — tandis que Bonnet et Chamberlain faisaient des remontrances à Barcelone.

On devine le contenu de la déclaration franco-anglaise à Negrin : « pas de blagues, s'il doit sortir de tout cela la guerre, nous voulons que ce soit à notre heure et non pas sur une initiative intempestive de votre part, restez donc tranquille ».

Pendant ce temps, l'aviation franquiste continue ses massacres. L'impasse dans laquelle se trouve engagé l'héroïque prolétariat espagnol apparaît en pleine clarté. D'un côté, la mitraille fasciste, de l'autre, la dépendance complète vis-à-vis des « démocraties » traîtresses. Le choix entre la défaite ou la guerre mondiale à l'heure fixée par Paris et Londres, et pour des intérêts impérialistes !

Le génial Staline, son Negrin et ses alliés ont bien travaillé !

En Extrême-Orient, la menace d'occupation par le Japon de l'île Hainon, voisine de l'Indochine et située sur la route de Singapour, a valu au Japon des représentations franco-anglaises ; la tension dans ce secteur augmente.

A noter cette semaine une « vive reprise » de la Bourse et des matières premières à New-York. Un vent d'optimisme souffle à la suite des mesures d'inflation prises par Roosevelt qui lance plusieurs dizaines de milliards de dollars dans la production. Il est bien probable que le redressement économique attendu ne sera en vérité qu'un feu de paille de plus.

### Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an ..... 30 fr.  
6 mois ..... 15 fr.  
3 mois ..... 8 fr.

Compte Chèque postal :  
BRAUSCH 1773-07 Paris

### NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures  
36, rue du Château-d'Eau, 36

# Les staliniens déciment

## Le P. C. allemand

Après l'arrivée au pouvoir du fascisme, de nombreux communistes connus fuirent en U.R.S.S. Mais, là, les attendait un sort pire que dans l'Allemagne hitlérienne.

Nous essayons de dresser ici une liste, hélas incomplète, de ceux d'entre eux, victimes de la terreur stalinienne.

German Kupferstein et sa femme ont quitté Paris, pour Moscou, en 1935. En 1932, Kupferstein avait tué à Berlin, Bülowplatz, deux officiers. A Paris, il était parmi les émigrés communistes allemands, l'un des dirigeants ; il fut fusillé à Moscou comme agent de la Gestapo. Après sa mort, le Guépéou fit courir le bruit qu'on avait trouvé chez lui 2.000 livres sterling.

Ernst Ottwald était, en 1927, venu au P.C., des rangs des national-socialistes ; il joua un rôle important dans l'Union des écrivains prolétariens révolutionnaires et avait écrit plusieurs romans dénonçant le national-socialisme. Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, il vécut en Tchécoslovaquie, à Prague. En 1936, il partit, avec sa femme, pour l'U.R.S.S. où tous deux furent arrêtés comme agents de la Gestapo.

Gunther, également membre de cette Union d'écrivains, fut arrêté à Moscou sous l'accusation d'espionnage.

Heintz Neumann, Hermann Rimmelé, et Schubert, député au Landtag, fusillés à Moscou.

Werner Hirsch, journaliste bourgeois, venu au P.C.A. en 1924, avait été depuis le collaborateur le plus proche de Thaelmann. Après l'arrivée au pouvoir des hitlériens, au cours de l'une de ses rencontres secrètes avec Thaelmann, ils furent arrêtés tous les deux, et Hirsch envoyé dans un camp de concentration. Grâce aux relations de sa mère, il fut relâché en 1935 et fut en U.R.S.S. où il fut arrêté comme agent de la Gestapo et accusé d'avoir provoqué l'arrestation de Thaelmann. En 1937, il fut fusillé. Sa femme travaillait à l'Agence Tass, à Paris. En 1936, elle était renvoyée. Elle vit maintenant, avec son enfant dans la misère, dans le Midi de la France.

En 1937, ont été fusillés Siskind, ancien rédacteur à la « Rote Fahne », à Berlin ; Nicolas Birkengauer, ancien rédacteur au « Ruhr-Echo », secrétaire, en 1933-1934, du Bureau politique du P.C. allemand à Paris ; après le VII<sup>e</sup> Congrès du Comintern, il fut dirigeant du Comité de défense de Thaelmann ; fusillé en 1937.

**A** part quelques petites « rectifications » des lignes, de part et d'autre, après la prise de Castellon par les forces fascistes, les positions demeurent sans changement. Les lignes républicaines résistent à toutes les attaques du fascisme. Il ne faut pas, malgré tout, être surpris si, après cette lutte de résistance et de défense, les républicains se trouvent contraints d'opérer de nouvelles retraites sur ce front. Villareal se trouve dans la même position difficile qu'au premier jour de la perte de Castellon-de-la-Plana. La menace sur Valence, Sagunto, Alicante se précise de plus en plus...

Sur le terrain stratégique des opérations en cours, si on perd de vue le plan et la position d'offensive des forces du fascisme, on ne pourra pas comprendre les dangers des positions des républicains.

Sur les autres fronts d'Andalousie, du Centre, le calme est complet ; seul, le front d'Estramadure présente quelque activité...

Telle est la situation, si d'autres facteurs n'interviennent pas dans la situation militaire espagnole, ou un changement politique dans la situation internationale. En effet,

Kurt Sauerland, ancien rédacteur à la « Rote Aufbau », à Berlin, fut arrêté à Moscou au cours de l'été 1936.

A cette époque, se trouvaient en prison un ancien rédacteur à l'organe théorique central du P.C. allemand, « Die Internationale », le docteur Gerber, un autrichien ; un ancien rédacteur à « l'Internationale Press Korrespondenz », puis à la « Rundschau », Boross, connu par ses correspondances sur l'U.R.S.S. et par un hymne à Staline ; un membre en vue du P.C.A., Gallé. En 1937, à Moscou, fut fusillé Rudolf Hauss (Hauschild), spécialiste des questions militaires au P.C. allemand, ses articles paraissaient dans la « Pravda » et les « Izvestia ». Il a « avoué » avoir fait de l'espionnage au profit de la Reichswehr...

## Le P. C. Polonais

Les arrestations et les exécutions de communistes polonais ont commencé en 1933, après les ukrainiens et les communistes de Russie blanche.

Avant les arrestations en masse opérées en 1922, le Comintern, ou plus exactement le Guépéou, avait résolu à sa manière une crise entre la droite du Comité central du P.C. — Varsky, Kostjevd et d'autres — et la gauche — le groupement de Lensky — en déportant la majorité des droitiers. Le groupement de Lensky, partisan de la ligne générale, resta à la direction jusqu'en 1937.

En 1933 commencèrent les arrestations parmi les droitiers, et en 1938, parmi la gauche. Les droitiers furent accusés d'avoir introduit des agents de Pilmolsky à la direction du Parti, d'avoir été en liaison avec des éléments nationalistes d'Ukraine et de la Russie Blanche, devenue polonaise, qui auraient soutenu Trotsky en 1923-1924.

Jarsky fut le premier fusillé avec sa femme Malsievska-Jarsky, membre du Parti (alors le P.S.P.), depuis 1920, appartenait à la direction et avait été élu député au « Seim », le parlement.

Tous deux ont « avoué » s'être, en 1919, introduits au Parti sous l'instigation de l'organisation militaire polonaise (la P.O.V.). Avec eux entraient au Parti Sohatsy (Bratkowsky), député communiste au Seim, et Voyevoudsky, le dirigeant du mouvement



## La guerre civile

d'après le dernier discours de Negrin à Madrid, et d'après la démarche faite par le gouvernement de Barcelone à Paris et à Londres, en réponse à l'action criminelle de l'aviation italo-allemande et les continus coulages des navires, la situation a fait une évolution dangereuse. Il paraît que nous sommes à « deux doigts de la guerre ». Le gouvernement Negrin aurait décidé une défense désespérée ; pour faire cesser les bombardements fascistes, il bombarderait en guise de représailles des villes italiennes. C'est cette interprétation que l'on veut donner à la note du gouvernement de Barcelone, sans que toutefois cette interprétation soit confirmée.

Nous ignorons si cela est véridique et est un plan pouvant être mis à exécution, ou bien du « bluff-chantage ». Le problème le plus important ne consiste pas seulement à savoir si Negrin joue au chantage ou non ; mais il consiste surtout à voir clairement où conduit cette politique et par qui elle est suggérée.

Dans une note officielle, la presse italienne a déclaré : « Le gouvernement ita-



## les sections « sœurs »

révolutionnaire paysan en Pologne, l'organisateur du Parti paysan indépendant. Ils « avouèrent » avoir informé mensongèrement le P.C. polonais sur la situation dans le camp de Pilsudsky ; le parti communiste polonais, en résultat de cette information fautive, soutint, en 1926, l'insurrection de Pilsudsky. Notons ici que le camarade Trotsky fut alors l'adversaire de cette tactique.

En même temps que Sohatsky et Voyevondsky, on arrêta des membres du Comité central, *Klonovitch, Krostel, Joulsky-Bukshorn*, tous fusillés. Dans le courant de la même année, furent encore fusillés le poète *Vandoursky*, représentant de l'art prolétarien en Pologne, directeur du théâtre polonais à Kiev, *Techner* (Anton Verner), membre du Comité central des Jeunesses communistes polonaises. Ils furent tous deux condamnés pour l'affaire d'espionnage Sohatsky, « dénoncés » par Lensky et par son groupement. Après leur exécution, la presse polonaise du Parti était pleine d'articles sur les « provocateurs démasqués », et sur l'optimisme permis dans l'avenir après « l'épuration de l'atmosphère ».

Staline ne s'est pas arrêté à ces victimes. Vint le tour du groupe de Lensky. *Bruno Jazinski*, l'auteur du livre fameux « Je brûle Paris », et de « L'Homme change de peau », a été arrêté, peut-être fusillé ? Il a été accusé d'être en liaison avec *Averbach*, l'ami de Jagoda, et avec « l'espion polonais *Domsky* », ancien membre du Comité central du Parti, qui se trouvait en déportation depuis plusieurs années. Puis vinrent *Lensky*, le « Staline polonais », secrétaire général du Comité central ; *Albert et Genrikowsky*, le collaborateur bien connu du Profintern ; *Bronkowsky* ; puis, dans la dernière



### en Espagne



lien répondra par des actions de guerre à tous les gestes de guerre faits contre lui. »

Voilà à quel point se trouve la situation. La guerre impérialiste en « marche », qui se cache derrière le fascisme et l'antifascisme, du capitalisme en décomposition, se trouve placée à l'ordre du jour. Pour la classe ouvrière française et internationale, ces heures sont décisives. Avec la complicité de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale, la bourgeoisie fasciste et démocratique antifasciste subordonne tout à la préparation morale et matérielle de cette guerre. Par manque d'une direction révolutionnaire, le prolétariat voit son action paralysée. Dans cette affaire, Negrin n'est pas seul ; il y a derrière lui les puissances démocratiques. Le plan attribué à Negrin, « homme de paille » de la finance franco-anglaise et de Staline, peut être un chantage dirigé contre Mussolini par la France, dans l'espoir qu'il puisse faire cesser l'intervention de l'Italie en Espagne et contraindre en même temps Mussolini à un compromis sur la base du pacte italo-anglais, en vue de rompre l'axe Rome-Berlin.

épuration, d'anciens collaborateurs de Varsky et de Kostrjeva : *Valetsky* (Gorovitz), *Lapinsky*, qui avait occupé un poste responsable à l'ambassade à Berlin, puis fut directeur de la rubrique étrangère aux « *Izvestia* », et *Unschlicht*.

N.D.L.R. — Ces informations sont extraites du « Bulletin de l'Opposition russe », n° 66-67, mai-juin.

Les dépêches d'agence signalent aujourd'hui un complot à Moscou contre le *Lejov*, chef du Guépéou. Il en résulterait un renouvellement complet des cadres de police et la mise en route de nouvelles « charrettes ».

### Pour la prochaine...

Un camarade nous fait parvenir une page du numéro du 14 juin du journal « Les Nouvelles de Versailles ». Elle est extrêmement suggestive.

Dans l'une des colonnes, on lit la convocation suivante, mise en très bonne place :

#### Mouvement populaire « Paix et Liberté »

Le mouvement populaire « Paix et Liberté », comité de Versailles, invite tous ses adhérents et sympathisants à assister en masse à la manifestation qui aura lieu le dimanche 19 juin, à 14 h. 30, place du Marché, pour commémorer le souvenir du grand républicain Lazare Hoche. — Pour le Comité de Versailles, le Secrétaire : F. CASSAN.

Mais dans la même page et en non moins bonne place, on relève la note suivante :

Dès aujourd'hui, vous pouvez contracter d'avance un engagement volontaire pour la PROCHAINE GUERRE

Plusieurs lois et décisions ministérielles ont établi le droit pour les officiers retraités, rayés des cadres, anciens officiers et officiers honoraires, dégagés d'obligations militaires, sous-officiers de carrière retraités ou de réserve, et pour tous les militaires libérés d'obligations légales, de pouvoir contracter DES LE TEMPS DE PAIX UN ENGAGEMENT VOLONTAIRE POUR LA DUREE D'UNE GUERRE EVENTUELLE. Ils reçoivent alors une affectation de leur grade dans la défense aérienne du territoire (D.A.T.) ou dans les corps et services du territoire.

Les jeunes gens non encore appelés sous les drapeaux peuvent également contracter cet engagement ante bellum, ainsi que les jeunes réformés, sous réserve de nouvelle loi de révision.

Pour les demandes de renseignements, s'adresser au secrétariat général : 28, Chaussée de l'Étang, à Saint-Mandé (Seine) et pour les envois d'adhésions et de fonds, 48, boulevard Saint-Germain, Paris (5<sup>e</sup>). (Prière de joindre un timbre pour réponse.)

Pour la paix ! Pour la liberté ! Ou pour la prochaine dernière guerre ? Au fond, il n'y a pas d'opposition entre le Front populaire et l'organisation de la prochaine : Le Front populaire, c'était un des moyens de préparer les cerveaux ouvriers pour la guerre.

Si ceci ne réussit pas ? Dans les deux cas, la guerre et les canons ont le dernier mot.

Or, si l'on tient compte de la situation du gouvernement Negrin, ébranlé par les défaites continuelles et par des dissensions avec risques de scission du parti socialiste, entre la droite Prieto-Negrin et la gauche Caballero, et par toutes les autres difficultés du front populaire en crise entre staliniens, anarchistes, démocrates catalanistes, etc., on comprend qui a suggéré la démarche de Barcelonne.

Les persécutions contre le prolétariat révolutionnaire continuent sans arrêt. Les prisons sont toujours pleines d'ouvriers révolutionnaires. La lutte pour la libération de tous les prisonniers antifascistes et les libertés démocratiques pour la classe ouvrière doit être accentuée. Le regroupement du prolétariat révolutionnaire dans la IV<sup>e</sup> Internationale, en vue de la construction d'une direction révolutionnaire doit passer au premier plan. C'est une des conditions essentielles pour ouvrir une perspective prolétarienne, pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile, en révolution socialiste.

## D'une semaine à l'autre

23 JUIN

Chez le marquis de Revalso, chef de l'espionnage sur la côte basque, des documents sont découverts qui intéressent la défense nationale.

— Sept autonomistes bretons sont condamnés à Rennes en correctionnelle.

— Deux mille ouvriers du bâtiment se mettent en grève à Grenoble pour protester contre la non-application par les patrons d'une sentence surarbitrale sur les salaires.

24 JUIN

La comtesse de Strathmore, mère de la reine d'Angleterre, étant décédée d'une crise cardiaque, le voyage royal à Paris est reporté au 19 juillet. Les travailleurs se feront facilement une raison !...

— La grève du bâtiment de Grenoble englobe 8.000 travailleurs.

— Un certain André Lebrun est arrêté pour escroquerie au cautionnement. Disposant d'un bureau, 67, rue Lafayette, il promettait des emplois à ses dupes contre versement d'un cautionnement.

25 JUIN

Le général Duseigneur et M. de Doudeville-Maillefeu, chefs du C.S.A.R., sont mis en liberté. Le gouvernement Daladier a, comme les précédents gouvernements du Front populaire, toutes les indulgences pour les fascistes !

— Une cérémonie a lieu au Colombarium du Père-Lachaise pour commémorer le 23<sup>e</sup> anniversaire de la mort du radical Camille Pelletan, auteur de la fameuse formule des « 200 familles » dont les partis du Front populaire ont fait un slogan stérile et obsédant.

26 JUIN

500 dockers sont en grève à Dieppe, immobilisant plusieurs navires de commerce dans les bassins. Le sous-préfet de Dieppe, voulant intervenir avec ses commissaires de police et ses agents, a été entouré et bousculé. Jouhaux, voile-toi la face ; ces grévistes ne respectent personne !

— 29 décrets-lois paraissent ce matin à l'Officiel. 18 au titre du Ministère de l'Agriculture, que Queuille a réoccupé, et 11 au titre du Commerce.

27 JUIN

Un violent incendie à Beauvais dans une manufacture de tapis fait 10 millions de dégâts.

### Le faux et le vrai

L'Agence Fournier a publié la dépêche suivante :

« Moscou, 28 juin. — Répondant à un article du « Times » au sujet de l'activité du Komintern en Espagne, l'« Internationale Communiste », organe du Comité exécutif du parti communiste de l'U.R.S.S., écrit :

« Ni la lutte contre le fascisme ni la défense de la démocratie ne peuvent être considérés comme le but principal du Komintern, qui vise essentiellement à l'introduction du régime bolchevique en Espagne. »

Une telle information semble devoir satisfaire ceux qui conservent quelque illusion sur la III<sup>e</sup> Internationale et son action « révolutionnaire ». Mais la qualification de révolutionnaire est désormais considérée comme injurieuse dans l'Internationale de Staline, et l'« Humanité » (n° du 29 juin 1938, 1<sup>re</sup> page) s'indigne grandement.

« Cette dépêche, écrit-elle, est manifestement un faux. Fournier est spécialisé dans les campagnes anti-soviétiques. Le but d'une telle information est assez clair... » Au comble de l'indignation, l'« Huma » termine par cette réflexion qui sera, si vous voulez bien, le mot de la fin : « N'existe-t-il pas une loi réprimant les fausses nouvelles ? »

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».

Le Gérant : A. BASTIDE.



## Nouvelle atteinte aux 40 heures

**T**OUT en affirmant le plus grand respect à la loi des 40 heures, le Gouvernement vient, par décret-loi, de prendre, dans le commerce de détail, un arrêté qui permet au patronat de pousser plus avant son offensive contre les 40 heures.

On sait comment les grands magasins ont été à la pointe du patronat pour faire échec aux conquêtes de juin 36. On sait comment ils ont licencié par milliers des employés syndiqués, pour garder dans leur personnel les adhérents du Syndicat professionnel. On sait qu'ils ont subventionné largement la presse pour demander la suppression de la semaine de 5x8. Les patrons de la métallurgie ont besoin d'heures supplémentaires pour produire plus. Eux ont besoin d'heures supplémentaires pour vendre plus ! Et de déplorer la situation catastrophique du petit commerce, situation dont eux, grands magasins et prix uniques, ne portent aucune responsabilité, comme chacun le sait.

Les employés des grands magasins viennent de se voir asséner un arrêté en plusieurs points filandreusement rédigés, mais d'où il ressort clairement :

1) Que les patrons ont le droit de continuer le système des 5x8 avec deux jours de repos consécutifs ;

2) Mais qu'ils ont la possibilité de mettre un terme à cette situation dont ils ne voulaient pas et d'instituer un ROULEMENT tel que :

a) Il y aura un 2<sup>e</sup> jour de repos variable d'une semaine à l'autre ;  
b) ou bien il y aura une semaine de travail répartie sur 6 jours.

L'arrêté est valable jusqu'à fin septembre 1939. D'ici là, le Gouvernement et le patronat espèrent bien en faire avaler d'autres aux employés. Avec ce nouveau système, avec ce roulement, les heures supplémentaires, la violation des 40 heures ne peuvent être empêchées que par un contrôle, une vigilance extrême, une action incessante des travailleurs. Mais en même temps, le patronat a flanqué à la rue les plus combattifs, les moins disposés à céder ; la résistance sera plus difficile pour ceux qui restent.

Le Secrétaire du Syndicat des employés de la Seine, Gazier, tente de faire passer l'amertume de la pilule en insistant sur un point de l'arrêté ministériel, celui qui, pour les maisons ne donnant pas deux jours de repos consécutifs, interdit que le licenciement se fasse autrement qu'en raison inverse de l'ancienneté.

Garantie pour les exploités des grands magasins ? Allons donc. On sait que les patrons ont plus d'un tour dans leur sac ; on sait comment, pour obtenir un licenciement, on fait muter un employé d'un service à l'autre, d'un poste à l'autre, pour qu'il ne soit pas le plus ancien...

Les employés, après les métallos voient les 40 heures entamées. L'an dernier, c'était au nom de l'Exposition ; cette année, c'est au nom de rien du tout.

Alors ? Alors, il faut comprendre que la victoire de juin 36 s'est transformée en défaite parce qu'on n'a pas été jusqu'au bout, parce que les patrons ont gardé entiers entre leurs mains le contrôle et la gestion de l'entreprise, parce qu'on est resté au régime du salariat, parce qu'on a été pour la paix sociale, la défense nationale et autres boniments dissimulant mal les coffres-forts capitalistes.

Alors, il faut s'organiser pour remettre cela, comme en juin 36 et mieux qu'en juin 36. Il n'y a rien à obtenir dans les démarches chez les parlementaires et les ministres : ce sont des ennemis des travailleurs.

L'heure est celle des Conseils d'entreprise élus par les travailleurs pour préparer la grève générale, pour imposer de cette façon le contrôle ouvrier sur les entreprises, pour mener la bataille jusqu'à l'expropriation des grandes entreprises et leur gestion par les travailleurs. Les gens du Front populaire aiment à invoquer, pour mieux ber-

## Manifestations dans les assurances

Les surexploités de cette corporation manifestent actuellement une certaine effervescence. Ils ont bien des raisons pour le faire.

Après les licenciements du « Soleil », suivis d'un arbitrage favorable aux licenciés, mais auquel refuse de se soumettre une direction de combat ;

Après le renvoi de leur secrétaire Knepel, de sa boîte, qui fait aussi l'objet d'un autre arbitrage favorable ;

Voici la discussion du contrat collectif en panne quasi définitive.

La vie augmente, les quelques avantages obtenus en juin 1936 et depuis sont largement absorbés. Avec leurs 1.250 francs par mois de salaire minimum, les prolétaires en faux-cols ont vraiment triste mine.

Aussi, depuis quelques temps, assiste-t-on à un certain mécontentement qui se traduit par des manifestations, à l'intérieur et à l'extérieur des boîtes.

Cela a débuté par « l'Abeille » puis a continué par « l'Urbaine », « Le Patrimoine », « La Nationale », « La Préservatrice », etc., etc...

Cette agitation devrait mener logiquement à la grève. La direction stalinienne de la Section ne paraît pas y être opposée, au contraire.

Oui, camarades de l'assurance, c'est seulement par la grève que pourront aboutir vos revendications. Mais, ne nous limitons pas à un mouvement partiel comme celui qui a si mal réussi aux métallos. Ce qu'il nous faut, c'est la grève générale de tous les employés.

Ce qu'il nous faut, c'est le débrayage dans les magasins, c'est le débrayage dans les banques, en même temps que le débrayage des assurances.

Il faut qu'immédiatement notre mouvement atteigne son maximum de puissance.

A cette seule condition, nous pourrions faire reculer nos patrons fascistes.

Pour les 20.000 francs de salaire annuel ;

Pour le contrôle de l'embauchage et du débouchage ;

Pour une retraite ;

Pour le contrôle des entreprises par les employés ;

Elisons nos Conseils d'employés, formons nos Soviets pour préparer notre lutte et la mener jusqu'au bout.

ner les travailleurs, la mémoire des Conventionnels. Ils se gardent bien de citer aux travailleurs cette pensée de Saint-Juste : « Les révolutionnaires qui ne poursuivent les révolutions qu'à moitié ne font que creuser leur propre tombe. » De juin 36 à juin 1938, les travailleurs ont pu vérifier le danger de s'arrêter à mi-chemin. Ils savent qui les a fait s'arrêter et reculer. Ils savent qui leur a dit de « savoir terminer une grève » et de « faire la pause ». Ils savent où sont les traîtres ; c'est sans eux qu'ils prépareraient et mèneront leurs prochaines batailles.

**D**ES que parut le premier appel du « Centre Syndical d'action contre la guerre », « La Commune » a indiqué la nature de ce groupement. Après la conférence tenue par celui-ci à la Pentecôte, nous avons dénoncé en lui une opposition de Sa Majesté Jouhaux, opposition menée par les Dumoulin et Chambelland, spécialistes en la matière. Et nous avons signalé de quelle façon on tentait d'étouffer dans le silence la tentative de regroupement d'une opposition révolutionnaire faite sous les auspices de l'« Ecole Emancipée ».

Dans le dernier numéro de « La Révolution prolétarienne », Chambelland évite soigneusement de signaler la formation de cette opposition ; il se joint à la tactique du silence — dont Jouhaux et Frachon auront besoin pour pratiquer leurs provocations et leurs exclusions ; Chambelland s'en prend seulement à la tactique du Cercle « Lutte de Classes ».

Chambelland s'efforce de justifier la tactique d'un bloc avec les « anciens réformistes », ceux de la C.G.T. Et il manie envers ceux-ci la brosse à reluire d'une façon extraordinaire :

« Seuls, les anciens réformistes sont capables d'assurer, au sein des syndicats, la démocratie et la tolérance sans lesquelles on n'y pourrait bientôt plus respirer. »

Et il loue aussi les dirigeants de la F.S.I., cet aréopage aussi réactionnaire que la Chambre des Lords :

## LE COIN D

Malgré les trahisons,

les fonctionnaires doivent lutter

Nous pouvons maintenir notre appréciation, sans crainte de démentis, que les fonctionnaires furent trahis par le Front populaire y compris le Parti Communiste Français. Afin de dégager ses lourdes responsabilités au sujet de la revalorisation des traitements, ce Parti avait organisé le jeudi 23 juin, à la salle Wagram, un meeting pour expliquer quelle avait été son activité.

Au cours de cette réunion, les leaders de ce groupement ont prétendu avoir lutté pour la retraite des vieux et pour l'augmentation des salaires des travailleurs de l'Etat ; mais, tout le monde se pose cette question : comment le Parti Communiste Français a-t-il lutté pour nos revendications ?

Avant de se faire une opinion précise, écoutons tout d'abord les interventions des divers orateurs.

Maurice Thorez indiqua que le Comité Central avait donné un mandat précis au groupe parlementaire, qui a agi !

Cogniot a fait l'historique de l'activité parlementaire de son Parti.

Quant à Ramette, il pleurnicha, il regretta « qu'en septembre 1936, lors de la première dévaluation, on n'ait pas appliqué l'échelle mobile aux traitements des fonctionnaires et la péréquation aux retraités ». Il a oublié de dire qu'à cette époque, toutes les organisations adhérentes au Rassemblement populaire avaient recommandé aux travailleurs de la fonction publique d'être sages, de ne pas faire de misère au gouvernement Blum et que, plus tard, on penserait à eux, car il n'y avait pas d'argent.

Ce meeting, comme le tract stalinien aux fonctionnaires démontre clairement que cette organisation est devenue uniquement un Parti parlementaire, électoraliste ; reniant ainsi tout son passé révolutionnaire.

L'amélioration des conditions de vie et de travail des exploités ne se résoud pas par des propositions ou des résolutions, à la Chambre et au Sénat, mais par l'emploi de la force prolétarienne contre les exploités ; et cela le Parti Communiste Français ne l'a pas préconisé.

Les responsables syndicaux adhérents au P.C.F. fidèles au programme de capitulation de leur Parti, n'ont pas défendu des méthodes de combat afin d'obtenir satisfaction, au contraire, ils freinèrent la volonté de lutte des travailleurs.

Les organisations syndicales, depuis longtemps collées aux partis du Front populaire, se contentèrent de soumettre les cahiers revendicatifs à ces messieurs du Parlement, puis, cette besogne faite, ils disaient d'attendre.



Collaboration  
ou lutte dans

« Mais le courage des hommes de la F.S.I. a été de garder entière leur liberté de jugement sur les choses russes, et Citrine, pour ne parler que de lui, a là-dessus servi plus que tout autre le prolétariat en servant la vérité. »

Lorsque, il y a quelques années, Monatte s'adressait à Dumoulin, Trotsky écrivit un article : « Monatte a franchi le Rubicon », que certains trouvèrent exagéré. Le disciple de Monatte fait même plus de réserves ; Jouhaux lui fait la partie difficile, mais Citrine (Sir Citrine, je vous prie) sert si bien le prolétariat...

Ce même numéro de « La Révolution prolétarienne » (où Fimidori dénonce très vigoureusement les crimes de l'impérialisme français au Maroc) a paru trop tôt pour que Chambelland puisse célébrer une agrand action de certains membres du « Centre syndical d'action contre la guerre ». Nous voulons parler de la participation des Lefranc, d'Amaré — avec des rédacteurs du « Peuple » tels Lauzat et des responsables syndicaux comme Lacoste, — à une rencontre à l'ancienne abbaye de Pontigny avec les dirigeants ouvriers et patronaux de Suède, et avec un certain nombre de patrons français : Detouf, à qui l'« Humanité » attribue une amitié envers les trotskystes que nous ignorions ; E. Mercier, dont l'« Humanité » a oublié de signaler les sympathies envers Staline et le Front populaire (après avoir subventionné les Croix-de-Feu) ; de Tarde.



# U PROLO

Nous avons bien attendu, l'occasion d'arracher des améliorations à notre sort est passée et, comme rien ne fut envisagé, organisé pour faire fléchir la résistance du gouvernement bourgeois, notre patron, les fonctionnaires furent battus.

Maintenant, les dirigeants du Cartel Central des Services Publics protestent au sujet de la clôture de la session parlementaire en ces termes :

« Le Cartel Central déclare à ses adhérents que, devant le refus total du gouvernement, il ne lui reste que le recours à des formes d'action dont les travailleurs de l'industrie privée ont usé jusqu'à présent avec succès et leur demande de s'y préparer.

« Il invite, en conséquence, les Fédérations qui le composent à prendre toutes les mesures nécessaires pour donner à cette préparation le maximum d'efficacité. »

Ainsi, les bonzes syndicaux réformistes et stalinien se démasquent, c'est l'aveu de leur complicité avec le gouvernement bourgeois depuis 1936, c'est l'aveu de leur trahison et c'est la démonstration de leur incapacité à être dirigeants du mouvement syndical.

Les fonctionnaires ne peuvent plus avoir confiance dans leurs dirigeants syndicaux actuels ni dans les partis du Front populaire qui empêcheront le triomphe des revendications des prolétaires pour le seul profit du capitalisme exploiteur.

En conséquence, les travailleurs de l'Etat doivent élaborer eux-mêmes leur programme revendicatif et d'action par la tenue de congrès corporatif et intercorporatif ; régionalement et nationalement avec représentation directe de la base — c'est-à-dire des travailleurs des entreprises. C'est la seule voie de la victoire.

Pour vaincre, il est indispensable que, dans le plus bref délai, une lutte intransigeante soit engagée contre nos exploiters.

## Dans le bâtiment

### aux chantiers Campenon-Bernard

Les stalinien ont distribué un journal de chantier, « L'Action ». Mais de l'action, ça ne va pas plus loin que le titre.

Il y a un long article, rédigé par un gars qui ne doit pas avoir l'habitude de manier la truelle. Il a lu Robespierre (ce n'est pas sûr), il a lu Maurice Thorez (ça, c'est certain), mais il ignore tout à fait les traditions de combat des gars du bâtiment. Il tend la main à tout le monde sauf aux copains de la C.G.T.S.R. Nous ne sommes pas partisans d'un autre syndicat, nous croyons qu'il vaut beaucoup mieux lutter dans la C.G.T. contre les traîtres qui trompent tant d'ouvriers ; mais nous sommes pour la main tendue aux copains de la C.G.T.S.R. et pas aux ratichons et autres jaunes, larbins du patronat.

On ne calmera pas l'angoisse des ouvriers »

## sous la tonnelle les entreprises



Sous les tonnelles de Pontigny, les « opposants » de Sa Majesté Jouhaux ont étudié avec des capitalistes français comment patrons et bureaucrates suédois réglent leurs petites affaires, comment ils empêchaient les grèves d'éclater, comment ils obtenaient la résignation des ouvriers.

Chambelland veut qu'on soit « pleinement loyal et absolument honnête » envers les anciens réformistes avec qui il bloque dans un centre syndical d'action contre la guerre. Sa pleine loyauté et son honnêteté absolue vont-elles lui permettre de stigmatiser l'opposition sous la tonnelle de Pontigny ? On nous permettra d'en douter. Car avec MM. Mercier, Detœuf et de Tarde, « la démocratie et la tolérance » sont aussi intactes que la fameuse « indépendance » du syndicalisme.

Si des camarades pouvaient avoir des hésitations sur la tactique d'opposition à suivre dans la C.G.T., la rencontre de Pontigny a dû dissiper ces hésitations. On ne peut pas lutter contre le patronat, contre le fascisme, contre la guerre, dans les entreprises, on ne peut pas penser ramener la classe ouvrière sur la voie révolutionnaire, en s'entendant avec ceux qui vont, dans la vieille abbaye de Pontigny, apprendre à s'entendre avec les patrons.

dont parle, après ce guignol d'Honel, le journal stalinien, par le mot : « unité ». Elle s'est faite, l'unité, depuis Thorez et Blum, en passant par Frachon et Jouhaux, jusqu'à Daladier, Bonnet, Mandel et Reynaud. Nous n'y avons rien gagné, au contraire. Ce qu'il faut, c'est revenir à la vieille lutte de classes, avec les manches de pioche ; on n'obtenait pas toujours satisfaction, c'est vrai, mais on n'était pas toujours vaincus comme c'est le cas aujourd'hui.

## Le stalinisme auxiliaire de la police dans la chasse à l'étranger

VENDREDI 17 juin avait lieu à Puteaux un meeting stalinien sur l'Espagne. Un certain Gally, Italien naturalisé, commissaire politique à la 14<sup>e</sup> Brigade, vomit les calomnies habituelles contre les trotskistes et poumistes, se félicitant, en crapule appointée, d'avoir contribué à leur extermination. Son compère Choury-Léchaud, de l'« Avant-Garde », tint bon la tribune, après lui, jusque vers minuit 25. C'est la manière habituelle employée par les défenseurs stalinien de la « démocratie ». Celui-ci termine en annonçant que « la réunion n'est pas contradictoire mais que l'on peut poser des questions ».

Devant l'heure tardive, beaucoup d'ouvriers oppositionnels et anarchistes avaient déjà quitté la salle. Seuls quelques révolutionnaires immigrés, de la localité, étaient encore présents. Devant leur prudent silence, les bureaucrates passèrent à la provocation : « Vous vous dégonflez ».

Un camarade italien, ancien combattant d'Espagne, tenta de s'exprimer vigoureusement contre une telle attitude ; mais les avocats de Négrin, aidés des « purs » présents, exigèrent de lui une sorte de curriculum-vitæ politique ; où étais-tu en Espagne ? A quelle organisation as-tu appartenu ? Où travailles-tu ? Où demeures-tu ?

La provocation était à son comble ! Aux protestations des travailleurs immigrés présents, les stalinien répondirent par des injures et des menaces, se disposant à créer un incident qui eut permis à la police d'intervenir et de s'emparer du prétexte pour chasser comme des chiens, jusqu'à la frontière, les travailleurs immigrés présents.

Craignant très justement le guet-apens, les révolutionnaires immigrés quittèrent la salle sous les ordures que leur lançaient courageusement dans le dos les stalinien présents.

Gally et Léchaud connaissent bien le danger permanent qui pèse sur la tête des ouvriers émigrés, c'est en connaissance de cause qu'ils adoptent cette attitude de mouchards et de provocateurs. Ne crient-ils pas : La France aux Français ! » ?

Les travailleurs qui suivent le P.C.F. seront transformés en auxiliaires de la Préfecture de police et utilisés contre leurs camarades immigrés, ceux-là même qui, écrasés dans leur propre pays par le fascisme victorieux, comptaient sur la solidarité de classe du prolétariat français pour continuer la lutte révolutionnaire sous sa protection vigilante.

Les gradins qui trônent à l'« Humanité » ont paru un moment indignés de cette rencontre. Un moment seulement, juste pour en tirer un petit profit de clique aux dépens de l'équipe de « Syndicats », mais pas assez pour susciter la volonté de combat des ouvriers. Les gradins du parti stalinien se sont bornés à jouer la comédie, parce qu'ils entendent continuer, à leur façon, à pratiquer une politique de collaboration de classes. Les Costes et les Croizat n'ont pas besoin d'aller à Pontigny pour savoir comment faire faire des heures supplémentaires aux métaux.

Chambelland veut, contre les stalinien, faire le bloc avec les opposants de Pontigny : il ne peut rendre de meilleur service aux stalinien qui exploitent la haine des ouvriers révolutionnaires contre les « anciens réformistes ». Pour gagner ces ouvriers révolutionnaires contre le stalinisme, il faut aller à eux, non bras dessus bras dessous avec les opposants sous les tonnelles de Pontigny ; il faut aller à eux avec un programme d'action clair, précis, vigoureux ; contre lequel se fera certainement le bloc des « anciens réformistes » et des stalinien, le bloc des bureaucrates corrompus et vénaux, mais sur lequel pourront se regrouper les ouvriers qui n'ont d'autres rapports avec les Detœuf, de Tarde et autres Mercier que ceux d'exploités à exploiters, des rapports de guerre impitoyable.

## Chez les paysans

### A bas les chambres d'agriculture

VOICI quelques années, les organisations agricoles de droite, ou influencées par les partis réactionnaires, menaient campagne afin que fussent instituées, en analogie avec les Chambres de commerce, des Chambres d'Agriculture qui assureraient une représentation et une défense officielles et permanentes des intérêts et des desiderata de l'Agriculture française.

Et, avec la complicité des socialistes S.F.I.O. qui marchèrent tête baissée dans ce panneau, grâce aussi au « crétinisme syndical » de certains militants chefs d'organisations de « paysans travailleurs », des Chambres d'agriculture furent créées en France.

Aux applaudissements des élus radicaux soucieux de satisfaire leur clientèle d'agriculteurs.

On obtint ainsi en France une représentation officielle de l'Agriculture composée en majorité de la fine fleur de la féodalité, de l'agrarisme, de l'aristocratie terrienne.

Les rares élus des « paysans travailleurs » aux Chambres d'agriculture y prirent au sérieux leur rôle « constructif » et cautionnèrent ainsi par leur présence le plus réactionnaire des organismes d'Etat.

C'est pour financer le fonctionnement et l'élection des Chambres d'agriculture que les impôts actuels sont outrageusement majorés en ce qui concerne la part du département (un coup d'œil sur vos feuilles d'impôts vous renseignera à ce sujet !). Les ouvriers agricoles, les petits propriétaires, les paysans pauvres font ainsi les frais des Chambres d'agriculture qui défendent des intérêts et défendent une politique opposés diamétralement à leurs propres intérêts et à leur propre politique.

Là-dessus, l'invertébrée Confédération Nationale Paysanne, dirigée par le paysan gouvernemental Calvayrac, mène une campagne pour un renouvellement immédiat des Chambres d'Agriculture et une modification profonde quant à leur mode d'élection. C'est pour la suppression pure et simple des Chambres d'agriculture qu'il faut mener campagne.

Ces organismes — et nous le prouverons — ne peuvent avoir, dans la plus favorable des hypothèses, qu'une politique de conservatisme social et de conservatisme gouvernemental. Jamais elles n'accueilleront, toujours elles repousseront les revendications de classe des paysans pauvres et des ouvriers agricoles.

Le dernier acte des Chambres d'agriculture a été une manœuvre sur l'Office du Blé, tendant à résorber des excédents d'une production non encore engrangée, mais qu'on annonce considérable.

\*\*\*

Les C.A. demandent le financement aux frais des contribuables, de la portion excédentaire de récolte (près de 2 milliards en chiffres arrondis) et réclament une modification par décret-loi des textes législatifs en vigueur afin que les mesures de résorption ne frappent pas seulement les gros producteurs, mais aussi les petits.

De toute façon, que l'on brûle, que l'on dénature ou que l'on distille le blé, le gouvernement est mis en demeure de maintenir les cours élevés de cette céréale alors que les paysans sans terre, comme les ouvriers, devront acheter leur pain au prix fort !

Organisés ou non, les paysans travailleurs et les ouvriers agricoles peuvent et doivent se grouper dans chaque commune pour constituer leur Comité ou Conseil paysan.

C'est à ces authentiques travailleurs de la terre, en liaison avec le prolétariat des villes, qu'il appartient de décider les mesures de contrôle et les propositions de taxation éventuelle.



## Congrès cuisiné, mais après ?

**A** la veille des vacances se tiendra le Congrès des Métaux. Les bureaucrates ont choisi le moment le plus favorable... pour eux. On s'assoupit un peu dans les boîtes, on regarde le calendrier pour savoir quand vient son tour de partir, les réunions sont moins fréquentées (on fait tout pour cela depuis des mois).

Nous donnons, cette semaine, un tableau de l'assemblée de l'usine Bloch à Courbevoie, qui précéda le Congrès. L'usine Bloch, elle fut une des premières à occuper. Avant le mouvement d'ensemble de juin 36, il y eut trois jours d'occupation. Elle était à l'avant-garde. Les stalinien détruisent systématiquement les liens de classe, ils introduisent le poison de l'ennemi de classe. Pour étouffer les protestations et les oppositions, ils accumulent les manœuvres d'organisation. L'exemple que nous donnons, c'est non pas l'exception,

mais l'exemple moyen.

Et pourtant la combativité n'a pas disparu ; aux premières provocations, il ne demande qu'à se manifester.

Les bureaucrates auront leur Congrès. Certes, des oppositions parviendront à percer malgré les doubles et triples lignes de barrage bureaucratique. Mais il y a plus à faire, il y a mieux à faire. Il faut préparer la bataille pour la fin des vacances. Toutes les corporations sont frappées. Les métallos n'auraient qu'à lancer un appel par-dessus les traitres pour que tout le prolétariat les suive à la bataille.

Opposants révolutionnaires, profitez des « vacances » pour serrer vos rangs, pour améliorer vos liaisons, pour préparer la constitution de conseils d'usines. Dans ce cas-là, les bureaucrates auront eu leur congrès, mais c'est vous qui mènerez le combat contre les exploités.

## Une assemblée générale chez Bloch, à Courbevoie

**M**ERCREDI 15 juin, les ouvriers syndiqués de cette importante usine d'aviation sont convoqués en Assemblée générale.

L'ordre du jour comporte trois rapports :

- 1) Décentralisation de la section en cinq sous-sections ;
- 2) Délégations des délégués à la direction ;
- 3) Congrès du Syndicat parisien des Métaux.

La séance, à 5 h. 20, ne groupe, sur plus de mille (1.000) syndiqués, que cent cinquante (150) camarades.

Pour le rapporteur, la décentralisation doit permettre la formation de nouveaux militants, un nombre plus grand de copains devant partager les responsabilités et animer les sous-sections. Avec une assistance moins nombreuse, dit-il, il en résultera des interventions plus restreintes, d'où la possibilité de terminer plus tôt. Ainsi, ces réunions plus attrayantes intéresseront plus de copains. Il termine par la désignation des équipes qui formeront les cinq sous-sections ; il demande de ratifier également leurs bureaux « provisoires » désignés par la C.E.

Deux copains interviennent brièvement dans ce débat. Si la décentralisation est inévitable pour de très grandes firmes : Citroën, Renault, où il est impossible de réunir ensemble tous les syndiqués, par contre, chez Bloch, elle ne s'impose pas. Les assemblées, après juin 36, ont groupé l'ensemble du personnel ouvrier ; les interventions ont toujours été très limitées tant en nombre qu'en durée. Si le débat se prolonge, la responsabilité incombe à l'ordre du jour trop chargé et à la longueur des exposés des rapporteurs et de leurs réponses.

Mais, depuis bien des mois, les assemblées ont perdu cet aspect. Les syndiqués sont déçus des victoires à la Pyrrhus ou des prétendues victoires que le syndicat et la politique du Front populaire leur apportent, et fatigués tant des ordres du jour de confiance en faveur des dirigeants que de l'absence d'une véritable démocratie ouvrière qui permettrait à chaque adhérent de donner son avis (surtout s'il ne concorde pas avec celui des dirigeants) sans pour cela soulever les interruptions et les injures d'une claqué servile, plus soucieuse de calomnier les travailleurs que d'engager l'action contre le patronat pour la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

La maladie qui ronge l'organisation syndicale, particulièrement notre section, ne peut être combattue que par des remèdes appropriés. La décentralisation, il est à craindre que son but inavoué soit de cloisonner, d'éliminer toute intervention non conformiste ; elle peut non seulement perpétuer ce malaise, mais le développer et transformer une forte section syndicale en une section squelettique, amorphe, à la grande joie du gouvernement-patron.

Cette opinion se renforce d'autant plus à l'examen de la composition des bureaux « provisoires ». Nous constatons que tous les membres sont des adulateurs de la « V. O. » ; que les opposants sans distinction en sont exclus.

Pourquoi, puisque vous y tenez tant, à cette décentralisation, pourquoi ne pas laisser à chaque sous-section la désignation de son bureau ? Pourquoi vouloir faire ratifier par 150 présents, au nom des 1.000 syndiqués, les bureaux « provisoires » désignés par la C.E. ? N'est-ce pas « mâ-

cher » le travail et montrer délibérément la volonté des quelques membres qui animent la C.E. d'enlever aux sous-sections toute initiative, tant dans la nomination de leurs représentants que dans l'élaboration de leurs revendications ?

Le rapport des délégations fait par un délégué est monotone et long. Aux multiples revendications, la direction répond soit par un refus, soit par des promesses vagues. L'année précédente, la direction avait donné deux jours de plus, pour permettre aux ouvriers de profiter aussitôt des « billets Lagrange ». Cette année, elle ne le fait plus, elle s'y est refusée ; ainsi les ouvriers, s'ils veulent utiliser les « billets populaires » sont réduits à perdre 2 jours de leurs vacances.

Autre question. En raison des décrets visant les travailleurs étrangers, des camarades ont été licenciés « temporairement », c'est-à-dire jusqu'au moment où ils obtiendront du Gouvernement soit la légalisation de leurs papiers, soit, ce qui est plus probable, des arrêtés d'expulsion. Là encore, les délégués stalinien acceptent en fait les décisions et la légalité bourgeoise et renoncent à prendre une défense énergique des travailleurs immigrés, en menaçant ou en opérant un débrayage qui aurait gêné le gouvernement et la direction car les commandes sont abondantes.

A propos de ces commandes, la maison Bloch prétendait qu'il lui fallait sortir 2 appareils dans les 3 semaines, afin d'obtenir des commandes, les délégués stalinien ont suggéré, pour ne pas avoir à faire les 45 heures, à organiser le travail avec 4 équipes (par roulement de 3x8). Un ouvrier ayant protesté que cette décision fut prise sans que les travailleurs aient été consultés, un délégué vint dire : « Comment s'arranger pour faire le travail ? », exprimant qu'il est guidé par les préoccupations du patron et non par celles d'un exploité voulant abattre le régime capitaliste.

Au cours du débat sur ce point, le secrétaire de la section invoqua la nécessité de travailler à Courbevoie pour que les ouvriers des usines Bloch de Suresnes, Châteauroux et Bordeaux ne restent pas sans travail. Mais, en même temps, il indiqua que, dans les usines de province, on faisait 45 heures. Les stalinien agissent donc pour la « décentralisation » et pour les heures supplémentaires. S'il n'y avait pas une opposition ici, on y passerait aussi.

Restait la question du Congrès pour laquelle il n'y avait pratiquement plus de temps ce jour-là, d'autant plus que le rapporteur occupa la place pendant une vingtaine de minutes. Aussi un camarade déposa une motion demandant que, vu l'importance du sujet, il soit remis à une assemblée dont l'ordre du jour serait uniquement consacré au Congrès. A ce moment-là, il n'y avait plus que 70 présents qui, sauf cinq ou six opposants, repoussèrent la proposition. Et, ainsi, quand il n'y eut plus que 50 travailleurs dans la salle, qu'aucun débat n'était plus possible, chacun étant dans l'obligation de partir, la délégation au Congrès prévue par la cellule stalinienne fut nommée qui se réclama de l'unanimité de l'usine et de la démocratie prolétarienne !

Ajoutons même qu'à la fin de cette réunion lamentable, deux stalinien enragés s'en prirent à un camarade opposant, l'insultèrent, provoquant à la bagarre. C'est plus commode que de lutter contre le patronat.

## Chez Rosengart (Porte Maillot)

### Provocations patronales incessantes

Le patronat passe à l'offensive en général, mais nous le sentons très particulièrement dans cette boîte.

La direction est à l'affût de prétexte à licenciements.

Déjà, avant les élections des délégués, elle avait mis à pied quelques délégués pour intimider l'usine. Aujourd'hui, elle utilise des mouchards fascistes pour licencier les ouvriers révolutionnaires.

Un copain avait construit un mannequin, pendant les élections, à l'image d'un candidat fasciste de la boîte et l'avait clandestinement accroché dans l'atelier comme moyen d'agitation antifasciste. Un ami politique du candidat visé est allé immédiatement jouer son rôle de mouchard auprès de la direction qui licencia aussitôt notre camarade.

Pendant deux jours, nous avons connu une grosse effervescence dans l'usine, les copains voulaient débrayer pour exiger le réembauchage du camarade. Jeudi, à midi, devant la porte, il y eut même des incidents avec la police ; un brigadier vit valser son képi. Mais la politique du Front populaire et l'attitude du Syndicat a contribué à acculer la classe ouvrière à la défensive, à démorraliser de larges couches prolétariennes, à brouiller la conscience de classe des travailleurs. Une grève de solidarité dans les conditions présentes qui ne pouvait s'élargir aux revendications particulières de la métallurgie, ou qui ne pouvait s'étendre à un mouvement général de solidarité envers les travailleurs des services publics et des employés, c'eût été l'échec.

Ce n'est pas seulement la fatigue actuelle de la classe ouvrière (qui n'est que très passagère) mais surtout la volonté de freiner des bureaucraties syndicales qui aurait fait échouer la grève. Le soutien de la Défense nationale ne se concilie pas avec l'organisation d'une vaste offensive ouvrière.

Les patrons connaissent cette situation et leur arrogance ne fait que s'accroître, particulièrement après l'échec fasciste des dernières élections de délégués. Les caïds disent souvent : « Nous ne sommes plus en juin 36 ! ».

A la tôlerie, où les ouvriers travaillent dans des conditions d'hygiène lamentables, les ouvriers ont saisi tous ensemble, à une heure donnée, qui les balais, qui les pelles, et ont commencé le nettoyage de leur atelier qui n'avait pas été fait. Les caïds accourus demandaient aux ouvriers s'ils étaient tôliers ou manœuvres, il se retournèrent immédiatement contre le délégué qu'ils accusèrent d'être l'organisateur de la démonstration et menacèrent immédiatement de le licencier.

La grande peur des patrons de juin 36 a fait place à l'arrogance la plus insupportable !

Quel que soit l'atelier ou le service où l'on s'adresse, il est question de renvoi. Mais l'ensemble des travailleurs est maintenu dans l'ignorance. N'est-il donc pas possible que se tienne une assemblée générale ? Chacun n'a-t-il pas le droit de savoir et de dire son mot ?

Nouvelle brimade contre les travailleurs, ouvriers et ouvrières faisant équipe, qui se voient supprimer la demi-heure dont ils disposaient à midi, où ils pouvaient manger un morceau, sortir pour s'acheter un casse-croûte. Une simple note et c'est fini. Ce maigre droit est aboli.

## Nos publications

- Comment ils ont trahi la grève Goodrich ..... 0 40
- Manifeste du P.C.I. .... 0 25
- Les Crimes contre-révolutionnaires de Staline (Lettre de Ciliga, édition 1935) 0 25
- A ton tour, paysan ! par J. Desnots (août 1936) ..... 0 25
- Fallait-il prendre les usines ? (La Grève de Juin 1936), par P. Frank ..... 1 »
- Manifeste-Programme des Jeunesses Communistes Internationales ..... 1 »
- La crise de la Section Française de la Ligue Communiste Internationaliste : Tome 1. — La scission du groupe bolchevik-léniniste (décembre 1935) 2 »
- Tome 2. — De la scission du G. B.-L. au Congrès du 10 octobre 1936) ..... 2 »



## CHEZ LES INSTITUTEURS

# Avant le congrès de Nantes

## Les piètres explications des bureaucrates

**A**U début d'août va se tenir à Nantes le Congrès du Syndicat National des Instituteurs. Ce Congrès survenant, après deux ans de gouvernement dit de Front populaire, à un moment où les instituteurs voient chaque jour diminuer leur pouvoir d'achat doit être l'occasion pour les révolutionnaires, de tirer les leçons des échecs successifs auxquels a conduit la politique de collaboration de la bureaucratie réformiste qui dirige le S.N. Mais les syndiqués n'auront pas seulement à dénoncer la carence des dirigeants en ce qui concerne l'action revendicative. Ils devront encore s'élever de toute leur force contre le vote, au Congrès de la Fédération des Fonctionnaires, de la motion finale d'orientation inspirée par Neumayer, et contre l'attitude prise, sur la question de la guerre, par Delmas, Hagnauer et Cie.

### Les explications des bureaucrates

Dans son numéro du 28 mai, « L'Ecole Libératrice » a publié le Rapport moral qui sera présenté à Nantes par le Bureau du S.N. et dans lequel Delmas, Jacquemard, Rollo et consorts tentent un plaidoyer en faveur de l'action (si l'on peut dire), qu'ils ont menée au cours de l'année qui vient de s'écouler. Piètres explications, à la vérité, et ces quelques lignes introductives de Delmas sont bien caractéristiques :

*« On ne saurait juger avec équité un travail aussi complexe et aussi difficile que celui de l'organisme dirigeant d'une grande force syndicale si l'on écartait, par une méthode trop simpliste, les circonstances dans lesquelles l'action s'est développée pour ne retenir que la somme des résultats positifs à inscrire au bilan de l'exercice. »*

Ce qui veut dire, en langage clair, que, de l'aveu de Delmas, lui-même, il n'y a pas de résultats positifs. Bien entendu, seules les circonstances défavorables n'ont pas permis, etc... mais on fera mieux l'année prochaine. L'air est bien connu et les bureaucrates, qui pratiquent la même manœuvre depuis fort longtemps, espèrent, une fois de plus, rouler les syndiqués en leur promettant monts et merveilles... pour l'avenir.

Cependant, si l'on s'en tient au Rapport qui figure dans « L'Ecole Libératrice », il sera aisé de démontrer que, durant l'année scolaire 1937-38, l'inactivité des dirigeants s'est exercée à l'encontre des intérêts des instituteurs, pour le plus grand bien des gouvernements auxquels il convient, comme chacun sait, de ne faire nulle peine, même légère.

### La lutte pour les revendications

Les responsables du S.N. ont eu, au cours de cette année, deux fois l'occasion de prendre position sur la question des traitements : en novembre 37, au moment des 150 francs, et en mai-juin au moment où la F.G.F. a réclamé les 10 %. Dans un cas comme dans l'autre, on a eu recours aux mêmes méthodes : tandis que le calme était prêché aux syndiqués, on entreprenait des démarches auprès des députés et des ministres. Dans un cas comme dans l'autre, on n'a présenté que des revendications absolument insuffi-

santes, en invoquant, d'une part le fait que des revendications très modérées auraient plus de chance d'aboutir et, d'autre part, les difficultés financières du gouvernement. On s'est bien gardé de faire remarquer que, lorsqu'il s'agit de « Défense nationale » ou de l'augmentation de l'indemnité parlementaire, les prétendues difficultés financières n'empêchent pas le vote massif de crédits qui se chiffrent par plusieurs milliards ! A aucun moment, on n'a appelé les syndiqués à l'action directe. A quoi a-t-on abouti ? En novembre 37, à un échec puisque les titulaires n'obtinrent que 100 francs (au lieu des 150 déjà manifestement insuffisants) et que les auxiliaires et les retraités obtinrent encore moins. En juin 38, l'échec est encore plus retentissant : assuré de la complicité des organisations syndicales, le gouvernement n'accorde même pas le moindre os à ronger aux instituteurs qui devront attendre la rentrée des Chambres pour que soit, à nouveau, posée la question de leurs traitements.

Ainsi, dans un cas comme dans l'autre, la politique de collaboration substituée à la lutte a abouti au même résultat et les syndiqués doivent se contenter des belles paroles de leurs dirigeants.

Sur le plan des revendications dites « morales », l'échec n'est pas moins flagrant et, après deux ans de Front populaire, les instituteurs en sont encore à attendre le droit syndical, depuis longtemps reconnu à tous les travailleurs, sauf aux fonctionnaires.

### La classe exceptionnelle

Cependant, il est une « victoire » dont se glorifient les dirigeants du S.N. : la création de la classe exceptionnelle que le Conseil National de Noël dut adopter par surprise, après des tractations d'antichambre sur lesquelles la base chercherait vainement à avoir des informations.

Alors que l'ensemble des instituteurs demande avec insistance la diminution du nombre de classes, cette pseudo-victoire aboutit à la création d'une 7<sup>e</sup> classe, dont n'ont guère profité, d'ailleurs, que les directeurs déjà largement pourvus d'indemnités et pour la plupart non-syndiqués. De plus, la création de la classe exceptionnelle augmente encore l'écart entre les traitements de début et les traitements de fin de carrière et elle permet au gouvernement d'opposer une fin de non-recevoir aux revendications du S.N., sous prétexte qu'on lui a déjà accordé quelque chose.

Sans doute, les dirigeants déclarent que cette classe exceptionnelle est appelée à devenir rapidement une classe normale à laquelle chacun pourra accéder à l'ancienneté. Mais, là encore, il ne s'agit que de promesses, réalisables à une date lointaine et les débutants s'aperçoivent tous les jours qu'on ne peut vivre de promesses.

### La démocratie syndicale

Les instituteurs révolutionnaires sont fort attachés — et avec raison — à la démocratie syndicale. Comment celle-ci a-t-elle joué au sein du S.N. ?

Citons quelques exemples : « L'Ecole Libératrice » n'a toujours pas de « Tribune Libre » et, pour la publication des articles, la censure, en la personne de Lapière, continue à jouer. Des articles sont, purement et simplement, refusés sous des prétextes divers. D'autres, comme un article récent de Larrère, sont coupés, sans qu'on prenne même la peine d'en avertir l'auteur. Il en va, pour les ordres du jour des sections, comme pour les articles, et Cornec déclare lui-même dans l'« E.-L. » que les ordres du jour relatifs à la classe exceptionnelle et ceux relatifs à « Terre Libre » ont été « classés ». Le Bureau ne tient pas, en effet, à faire connaître l'opposition qui s'est élevée contre la fameuse « victoire » et on le comprend aisément.

Pas plus qu'ils ne peuvent s'exprimer, les militants ne sont informés. C'est ainsi que le compte rendu du Conseil National de Pâques est muet sur les débats relatifs à la disparition de « La Terre Libre ». Pourquoi ? C'est ainsi qu'à aucun moment, les syndiqués de la base n'ont été appelés à donner leur opinion sur la création des « Cahiers d'Information du Militant ». Pourquoi ? Mystère.

Telle est la « démocratie » qui règne au S.N. par les soins des dirigeants.

### La question de la guerre

On sait qu'au Congrès de la Fédération générale des Fonctionnaires, la *totalité* des mandats du S.N. ont été attribués à une motion d'orientation inspirée du rapport chauvin de Neumeyer. Un tel vote souleva l'indignation des militants du S.N. et Hagnauer tente maintenant une explication embarrassée, en demandant de considérer l'écart qui existe entre le rapport de Neumeyer et la motion finale, en insistant sur le fait que le S.N. est isolé, etc...

Ce sont là de bien pauvres raisons. Que trouve-t-on, en effet, dans la motion à laquelle les dirigeants du S.N. ont accordé leurs voix ? Par exemple les lignes suivantes :

*« ... que sans se départir de la vigilance que nous impose légitimement le souci de notre sécurité, il soit fait un appel retentissant... »*

De telles lignes qui préconisent le maintien de la sécurité par les armements ne sont-elles pas en contradiction flagrante avec la motion adoptée par le Congrès de 1937 qui « dénonçait la course aux armements » et préconisait la « préparation du désarmement général » ?

Et, quelle propagande a été développée par le S.N. contre la guerre impérialiste ? On en chercherait vainement la moindre trace.

En fait, les Delmas, Hagnauer et autres bonzes, qui s'affirment « pacifistes » se gardent bien de dénoncer comme il convient la politique d'union sacrée menée par la C.G.T. et par le Rassemblement populaire.

(Suite page 10.)

**Instituteur révolutionnaire, "La Commune" est ton journal. Abonne-toi ! Ecris nous ! Envoie-nous des informations sur l'Assemblée Générale de ta section syndicale !**



## Coups de burin

**L** ES cagouleurs sont en voie d'être libérés, leurs principaux chefs le sont déjà...

Aussi la vermine doriotiste relève la tête, une fête à grand spectacle a commémoré l'anniversaire du P.P.F. L'abject Doriot y clôtura sa tournée de discours, un des principaux cagouleurs, Duseigneur, vint y parler.

Mais au retour de la fête, des ouvriers éprouvèrent de quelques pavés, la solidité des cars P.P.F., ces ouvriers démontrèrent une fois encore que le stalinisme et ses conseils de patience sont de moins en moins suivis.

Bravo, les pavés ! Pour une vermine pareille à ces Arrighis-Doriot-Manois, la violence révolutionnaire trouvera des formes plus efficaces.

**G** RINGOIRE ouvre un concours, l'enjeu : « la prise de Barcelone ! » Voici l'expression cynique de la haine des exploités. La résistance héroïque de travailleurs espagnols à la clique militariste de « Gringoire », qui s'affirme « chevaleresque », en fait l'enjeu d'un pari !

Bravo, crient d'avance ces « civilisateurs », pour le Maures qui ne feront pas de quartier !

Et ce seraient des ouvriers syndiqués qui composent tirent ces infâmies. La « paix sociale »...

**C** ASIMIR-LA-CANAILLE a renfloué « le Petit Journal » qui lui fut cédé dans un récent passage par des hommes du Front populaire...

Pour se faire renflouer, Casimir a réuni la fine fleur des 200 familles.

« Le Populaire » cite les noms et s'indigne. Marx Dormoy a encore les mains rouges du sang des travailleurs de Clichy fusillés par ses sbires défendant La Roque...

**U** N cri de victoire de cette puante vermine P.P.F....

Rogis, le amir d'Alger, a adhéré à ce parti. Il s'agit d'un colonisateur tricolore, qui se souvient encore que Doriot fut, avec Arrighi, le champion de la lutte contre l'impérialisme des colonies... De telles trahisons, les ouvriers, tôt ou tard, les feront payer cher...

**D** 'AUTRES sont restés fidèles au communisme, Liselotte Hermann vient d'être exécutée à Berlin, des militants communistes ou trotskystes le sont chaque jour. Leur sang, ainsi que l'exprime le « Chant du Comintern » DEMANDE VENGEANCE.

**L** A duplicité de Thorez masque sous l'hypocrisie les mêmes buts que la vermine doriotiste. Les Hénaff, Thorez, Gitton connaissent fort bien la menace de clôture de Daladier, ils disaient même à des chefs syndicaux : « Ne laissez pas engager de mouvements, Daladier renverrait les Chambres... » Daladier les mit en congé, « l'Humanité » protesta mais s'était abstenue de prévenir les masses.

Il en est de même pour la fermeture des frontières, grands cris après l'exécution ; aucune campagne de classe pour que les ouvriers français aident leurs frères espagnols.

**L** ES « antistaliniens » ne valent guère mieux parfois. C'est le cas des Belin et autres complices qui jouent le rôle consistant à rassembler les mécontents pour les empêcher d'agir !

Quels sont ces gens et leurs amis. « Nouvel Age » nous l'apprend :

### UNE QUESTION AUX REDACTEURS DE « SYNDICATS »

« Comment expliquent-ils que leur directeur René Belin ait pris, comme collaborateur de choix, un garçon (que nous nommerons un jour prochain) qui était démocrate et révolutionnaire en 1933, qui devint fasciste en février 1934 et mois suivants,

qui redevint démocrate en 1935, syndicaliste en juin 1936 et qui avait signé, en février 1934, la déclaration que voici :

« Février 1934. Il s'est trouvé de nouveau des Français pour sacrifier leur vie à un idéal.

« Ce premier sursaut national n'a servi qu'à remplacer des hommes corrompus par des liquidateurs de faillite.

« D'autres sursauts suivront. Pour qu'ils soient efficaces, il leur faut ce qui a manqué aux journées de février : une préparation tactique, un but, une méthode. »

L'homme qui a signé cela en février 34 fait aujourd'hui une « belle carrière » syndicaliste avec la protection de Belin. Le fâcheux, c'est que l'on voit mal les raisons « intellectuelles » qui l'ont fait passer en deux ans de la démocratie au fascisme et du fascisme à la démocratie, et que, par contre, ses évolutions ont coïncidé avec celles de la banque dont il n'a pas cessé de faire partie.

**L** E P.S.O.P. propose de paviser aux couleurs de la République de Negrin afin de protester contre la venue du dégénéré qui préside aux sanglantes curées de l'Empire britannique.

Riposte saugrenue ! Le drapeau tricolore, qu'il soit espagnol ou français, est celui de la bourgeoisie. Ne vaudrait-il pas mieux envisager une contre-manifestation dans une mesure compatible avec la faiblesse des organisations révolutionnaires ?

## Que les vieux attendent !

**P** OUR des milliers de vieux travailleurs, la misère est aujourd'hui une réalité tragique et sans issue. La production capitaliste les refuse parce que l'aptitude à produire la plus-value capitaliste implique un âge minimum et beaucoup n'ont d'autre ressource que celle — très aléatoire — d'obscur travaux « à domicile ».

Les inflations, dévalorisations, conversions de rentes ont amené à l'extrême les maigres revenus économisés à force de privations et la montée ininterrompue du coût de la vie pose sept fois par semaine le problème du pain quotidien.

C'est sur les vieux que la démagogie devait s'exercer à plein. Les vieux travailleurs représentent encore un appoint électoral et leurs déceptions ou leurs colères ne peuvent engendrer que de très anodines manifestations.

Pour toutes ces raisons, la retraite aux vieux travailleurs est, de tous les articles du programme du Front populaire, celui qui devait susciter le plus d'espérances. Comme tous les articles du susdit programme, il est resté lettre morte.

### Le projet du gouvernement

Le Gouvernement a cependant, avant la clôture de la session parlementaire, déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi tendant à instituer la retraite des vieux travailleurs compris dans les catégories suivantes :

a) Travailleurs privés de toute pension et trop âgés pour être assujettis aux Assurances Sociales.

b) Assurés sociaux de la première heure dont la pension est insuffisante du fait de l'accroissement du coût de la vie.

c) Travailleurs indépendants aux ressources insuffisantes.

Cette « retraite des vieux » sera rien moins que fastueuse... si toutefois elle est votée par la Chambre et acceptée par le Sénat : Les catégories a et b recevraient à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1939 une allocation viagère de 1.500 francs.

Les assurés sociaux actuels devant atteindre 60 ans au cours des années 1939 à 1941, bénéficieraient en outre de la pension de vieillesse déjà prévue par les A.S., et majorée de 1.600 francs. Cette majoration croîtra par tranches de 100 fr. jusqu'à un plafond de 2.100 francs pour les assurés sociaux obligatoires qui atteindront 60 ans postérieurement au 31 décembre 1953.

La catégorie c (travailleurs indépendants de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des professions artistiques ou libérales non assujettis au paiement de l'impôt sur le revenu) serait l'objet d'une assurance-vieillesse obligatoire dont la cotisation serait de 75 francs par trimestre et 90 francs pour un ménage. Moyennant quoi les personnes ressortissant à cette catégorie au 1<sup>er</sup> janvier 1939, à condition d'être âgées de 65 ans et de compter à cette même date cinq années de résidence dans le département où elles font leur demande, auront droit à une majoration de 1.400 francs.

Nous ne nous attarderons pas ici à discuter sur un tel projet d'une lésinerie sordide. N'a-t-il pas été bâclé et jeté aux parlementaires au moment de leur mise en vacances pour leur permettre d'agir de nouvelles et stériles espérances devant leurs électeurs ?

Il faut pourtant souligner que l'équilibre financier de ces mesures doit être réalisé, selon l'intention du gouvernement, par différentes mesures telles que : Majoration de la contribution aux assurances sociales des employeurs et des salariés (2 % du salaire) ; création d'une quatrième catégorie d'assurés sociaux agricoles ; contribution patronale exceptionnelle pour la partie du salaire qui n'est pas soumise actuellement au prélèvement des assurances sociales ; subvention annuelle de 140 millions de la Caisse générale de garantie, compensée par l'octroi de 20 heures supplémentaires annuelles allouées sans majoration et permettant aux salariés d'acquiescer leur cotisation en travail et aux patrons de compenser

**R** APPOPORT n'a pas disparu, il a passé sa vie à « militer » en radotant des lieux communs à prétention marxiste et surtout en se nourrissant de cette culture.

Il cherche de nouveaux patrons ; il écrit dans « la Flèche », il écrit dans les journaux russes-blancs des lettres où il dit sur la violence révolutionnaire exactement l'inverse de ce qu'il « appréciait » dans le passé...

Baudruche bruyante à vendre !

les versements mis à leur compte par un supplément de production.

La retraite des vieux, aux termes de ce projet, sera donc d'une insuffisance notoire et se traduira par une lourde augmentation des charges supportées par les travailleurs, ainsi que par un nouvel « étirement » des 40 heures que l'on veut assouplir sous n'importe quel prétexte.

### Manceuvres sur le dos des vieux

Cette réforme, dans le cadre de l'Etat bourgeois, n'a rien d'honorable pour ses promoteurs et si les staliniens mènent un tel battage publicitaire pour s'en attribuer le mérite, c'est qu'apparemment ils spéculent sur l'ignorance où sont la plupart des travailleurs des dispositions réelles du projet de loi.

Laissons les camarades staliniens, leurs frères socialistes et leurs amis radicaux se décocher des coups de pied bas autour de ce panneau électoral. Ces trois partis politiques ont simultanément contresigné cet article du programme voici plus de trois ans et l'ombre de sa réalisation n'apparaît même pas !

La simple relation des faits démontre : 1<sup>o</sup> que staliniens, socialistes et radicaux sont solidaires dans l'escamotage de la retraite des vieux ; 2<sup>o</sup> qu'ils l'ont démagogiquement réclamée au moment où ils savaient parfaitement qu'elle ne serait pas réalisée ; 3<sup>o</sup> que les staliniens, par leur récente manœuvre à la Chambre, ont facilité à Daladier l'ajournement « sine die » de cette réforme.

Le 11 février 1938, la Chambre, à l'unanimité, a adopté la platonique proposition Capron, invitant le Gouvernement à déposer, avant le 1<sup>er</sup> mars son projet de retraite des vieux.

Fin mai, résolution socialiste de Petrus Faure, invitant le Gouvernement à réaliser la réforme par décret-loi.

Début juin, proposition Capron (stalinienne) tendant à faire voter par les Chambres le projet de loi avant la clôture de la session, ce qui neutralisait la résolution des socialistes et permettait au Gouvernement d'esquiver leur mise en demeure.

Le 9 juin, Daladier, tablant sur la proposition stalinienne, se refuse à résoudre par décret-loi un problème de cette importance et le stalinienn Capron pose à nouveau sa proposition, laquelle est adoptée à l'unanimité en sorte que la question est ramenée aux positions du 11 février !

Puis socialistes, radicaux et staliniens obéissent au décret de clôture et partent en vacances.

La retraite des vieux est, une fois de plus, enterrée.

La retraite des vieux, comme toutes les mesures essentielles, n'est pas une réforme que le régime bourgeois accordera. L'action parlementaire aboutira, peut-être, à une caricature de retraite.

La condition des vieux travailleurs ne peut être valablement aménagée que dans le cadre d'un gouvernement ouvrier et paysan réalisant en France la dictature de classe du prolétariat. Mais l'action parlementaire et extra-parlementaire des ouvriers et des paysans peut arracher à la bourgeoisie une amélioration notable de la situation des vieux travailleurs.

Le contrôle ouvrier et paysan sur les entreprises capitalistes et la réduction des budgets de guerre, de police et des colonies permet le financement de cette retraite, mais pour la réaliser, l'action puissante des masses ouvrières et paysannes groupées dans leurs Conseils d'usines ou de village est indispensable, comme est nécessaire le groupement des vieux travailleurs devant bénéficier de cette mesure sociale.

Les staliniens peuvent démagogiquement réunir des congrès de vieux et faire voter des ordres du jour... Ce sont les prolétaires qui peuvent réellement imposer cette réforme. Ils doivent le faire.

**SOLIDARITÉ Révolutionnaire**

par le

« **Fonds de Secours Rouge** »



# Les problèmes de construction de la IV<sup>e</sup> Internationale

## Réponse à Hérard

**H**ÉRARD s'indigne d'être attaqué par les chefs trotskystes orthodoxes ou non — cela c'est pour le P.C.I. ! — Il veut aussi faire oublier qu'il collabora dans le « Populaire » à saler les trotskystes, ce dont l'« Humanité » exulta...

Nous n'attaquons pas Hérard sur le terrain personnel ; sa biographie politique ne témoigne pas de sa stabilité... Mais sa personne importe moins que le caractère de la politique qui l'orienta, moins que pourquoi nous citons L. TROTSKY dans un article paru en 1934 dans notre « Vérité » et définissant le centrisme. Ce « chef » est orthodoxe... mais Hérard ne lui répondra pas.

a) Dans le domaine de la théorie, le centrisme est imprécis et éclectique ; il se soustrait, autant que possible, aux obligations théoriques et est enclin à donner la préférence (en paroles) à la « pratique révolutionnaire » devant la théorie, sans comprendre que seule la théorie marxiste est capable de donner à la pratique une direction révolutionnaire.

b) Dans le domaine de l'idéologie, le centrisme mène une existence parasitaire : il répète contre les marxistes révolutionnaires les vieux arguments menchéviques de Martov, d'Axelrod et de Plékhanov, d'ordinaire sans s'en rendre compte ; d'autre part, il emprunte ses principaux arguments contre les droites chez les marxistes, c'est-à-dire avant tout chez les bolchéviks-léninistes, en y supplantant, pourtant, ce que la critique a d'aigu, en se soustrayant aux conclusions pratiques et en enlevant ainsi tout objet à sa critique.

c) Le centrisme proclame volontiers son hostilité au réformisme ; mais il se tait sur le centrisme ; plus encore, il pense que la notion même de centrisme est « obscure » « arbitraire », etc., en d'autres termes, le centrisme n'aime pas qu'on l'appelle par son nom.

d) Le centriste, jamais sûr de ses positions et de ses méthodes, considère avec haine le principe révolutionnaire : « exprimer ce qui est » ; il est enclin à substituer à la politique principale des combinaisons personnelles et de la petite diplomatie organisationnelle.

e) Le centriste reste toujours sous la dépendance spirituelle des groupements de droite est enclin à rechercher les bonnes grâces des plus modérés, à faire le silence sur leurs péchés opportunistes et à redorer leurs actions devant les ouvriers.

f) Il n'est pas rare que le centriste cache son hybridité en invoquant le danger du « sectarisme », et par sectarisme il entend non pas une passivité de propagande abstraite (à la manière des bordiguistes), mais le souci actif d'avoir une pureté principielle, une clarté de position, un esprit de conséquence dans la politique, une netteté dans l'organisation.

g) Entre l'opportuniste et le marxiste, le centriste occupe une position jusqu'à un certain point analogue à celle qu'occupe le petit bourgeois entre le capitaliste et le prolétaire : il recherche les bonnes grâces du premier, et méprise le second.

h) Sur l'arène internationale, le centriste se distingue, sinon par sa cécité, du moins par sa myopie ; il ne comprend pas qu'on ne peut édifier un parti révolutionnaire national à l'époque actuelle que comme partie du parti international ; dans le choix de ses alliés internationaux, le centriste est encore moins difficile que dans son propre pays.

i) Le centriste voit dans la politique de l'I.C. uniquement la déviation « ultra-gauche », l'aventurisme, le putschisme, en ignorant absolument les zig-zags droitiers opportunistes (Kuo-Min-Tang, Comité anglo-russe, politique extérieure pacifiste, bloc antifasciste, etc.).

j) Le centriste jure volontiers par la politique du front unique, en la vidant de son contenu révolutionnaire et en la transformant de méthode tactique en principe supérieur.

k) Le centriste recourt volontiers à des leçons de morale pathétiques pour cacher son vide idéologique ; mais il ne comprend pas que la morale révolutionnaire ne peut reposer que sur le terrain de la doctrine révolutionnaire et de la politique révolutionnaire.

## Problèmes de la révolution italienne

### Le mouvement « Giustizia e Libertà » et la classe ouvrière

Ces derniers jours s'est tenue une conférence de « Giustizia e Libertà » qui a élaboré un document intitulé : « La charte idéologique du mouvement ».

Nous reproduisons quelques paragraphes de cette « charte »... pour donner une idée de ce mouvement typiquement petit-bourgeois, réactionnaire, qui, avec une étiquette d'un antifascisme démocratique et d'un « socialisme » républicain, prétend être une expression du prolétariat industriel et agricole « italien » et de toutes les autres classes...

Cette « charte » est rédigée dans un langage « révolutionnaire » antifasciste, d'un libéralisme populaire et d'une confusion de termes, de doctrine, d'idéologie politique, constituant l'essence d'un antimarxisme bourgeois qui caractérise « G. L. ».

« Giustizia e Libertà » est à l'origine un mouvement unitaire antifasciste. Dès son origine (1929) et dans la mesure du possible, il a réalisé cette formule de collaboration dans la lutte, qui sous divers noms, et avec diverses chances, s'est démontrée indispensable pour l'antifascisme de tous les pays. Voici comment sont définies les « thèses révolutionnaires » de « G. L. » en se référant à l'antifascisme espagnol : L'antifascisme de « G. L. » est le même antifascisme « révolutionnaire » de Negrin, qui assassine Nin, Berneri, Tosca, Wolfset autres milliers de prolétaires, qui mitraille la classe ouvrière pendant les journées de mai à Barcelone, pour rétablir l'ordre bourgeois. C'est ce qui fait déclarer à « G. L. » après les « journées de mai » : le fascisme ne passera pas, parce qu'en Espagne républicaine, il n'y a plus de barricades ni de luttes de classes, ni d'ouvriers armés, mais il existe un gouvernement fort, avec une armée populaire, etc...

Sur les problèmes économiques devant être résolus par la révolution italienne, « G. L. » est encore plus explicite... et se propose la socialisation immédiate des secteurs de l'économie qui sont, soit en possession du gros capitalisme, ou qui peuvent être dirigés directement par les travailleurs en raison de la capacité technique et politique acquise par eux. Là se trouve tout le programme de « G. L. » : promettre la socialisation et la gestion aux ouvriers si ceux-ci en sont capables...

Les grands hommes de « G. L. » ont une opinion de la classe ouvrière comme tout « érudit » bourgeois réactionnaire qui se respecte.

« La classe ouvrière intervient dans la révolution pour diriger des secteurs » et prendre des leçons de « G. L. » si elle en est capable...

Ce que « Giustizia e Libertà » ne peut pas comprendre et que chaque ouvrier et paysan pauvre sait et se prépare, en Italie, est que la révolution italienne ne peut être qu'une révolution socialiste ou communiste ; le passage par une période démocratique « antifasciste » ne changera pas son caractère de guerre civile de classe, entre les deux classes fondamentales de la société italienne : la bourgeoisie et le prolétariat.



### « La Commune »

- Lyon : Gare et 40 kiosques, librairies.  
Marseille : kiosque de la Bourse du Travail et rue Honorat, à côté de la Poste, allée Gambetta, place d'Aix, Gare de l'Est, place Sadi-Carnot, place Jean-Jaurès, Blancarde, Capelle, Abattoirs, 123 boul. Bailli, etc...  
Avignon : kiosque Domengue.  
Agen : kiosque Caujolle.  
Le Havre : gare automobile, Hôtel de Ville, place Gambetta, Rond-Point.  
Grenoble : Tabac-journaux, 149, cours Bernat.  
Bordeaux : kiosque, 33, cours Victor-Hugo, et nombreux kiosques.  
Poitiers : « La Civette », tabac, place d'Armes.  
Toulouse : kiosque Maylin, allées J.-Jaurès.  
Saint-Claude : dépôt Hachette, rue du Pré.  
Lille : gare et nombreux dépôts.  
Auxerre : gare et nombreux dépôts.  
Aix : gare et nombreux dépôts.

En alliance avec les paysans pauvres, la classe ouvrière a comme objectifs : détruire la domination du capitalisme par l'insurrection, briser le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie, pour instaurer la dictature du prolétariat et entreprendre la construction du socialisme. C'est la seule voie, pour passer d'une société de classe, de l'exploitation de l'homme par l'homme, à une société sans classe et sans Etat, une société de la liberté et du communisme. Pour réaliser sa mission historique, la classe ouvrière ne demandera ni aide ni conseils au mouvement « Giustizia e Libertà », et si elle trouve celui-ci contre, elle saura agir en conséquence des règles de la guerre civile...

Comme mouvement social, « G. L. » constitue le mouvement typique de la bourgeoisie libérale antifasciste italienne et de ses contradictions. Ses principaux dirigeants sont tous, sans exception, des intellectuels bourgeois consumés au service du capitalisme italien avant l'avènement du fascisme au pouvoir...

Quelques jeunes intellectuels ou quelques ouvriers, comme il y en a dans tous les partis bourgeois et petits-bourgeois, forment la vitrine sans jouer aucun autre rôle dans la politique de « Giustizia e Libertà ».

En Italie, ce mouvement est, après le fascisme, l'adversaire le plus décidé et déclaré du marxisme ; et ceci est parfaitement connu du prolétariat révolutionnaire.

Comme il en est pour chaque mouvement petit-bourgeois opérant en marge de la classe ouvrière, ou dans l'intention de pénétrer dans celle-ci, la « charte » de « G. L. » a comme but de faire dévier la révolution italienne du terrain de classe. Ce mouvement présente une forte affinité d'analogie avec l'« Intelligenza » russe anti-tzariste d'avant la révolution, qui se présentait comme un mouvement de « justice et de liberté », au-dessus des classes, promettant une révolution progressive... Lorsque la révolution d'Octobre se présenta, l'« Intelligenza » se trouva avec les kornilovistes, etc... de l'autre côté de la barricade...

Pour « Giustizia e Libertà », il n'est pas besoin d'une autre expérience, d'une révolution en Italie, pour savoir si ce mouvement se trouve ou non avec la classe ouvrière...

La démocratie et le « socialiste républicain » de « G. L. » ont été prouvés, non seulement en Italie, mais « pratiquement » en Espagne, déclarant les chefs de « G. L. ».

De l'Espagne de Negrin-Comorera-Azana, du Front populaire, « G. L. » a fait sa cause et veut appliquer ces « méthodes révolutionnaires démocratiques » en Italie. Si le fascisme doit être renversé par ce front populaire en préparation, bourgeois-stalinien-réformiste, il peut attendre...

Le front populaire espagnol a réussi dans ses plans contre-révolutionnaires, parce qu'il manquait un parti révolutionnaire et par une situation différente de la situation italienne.

Negrin a trouvé une situation « favorable » pour ses crimes, que « G. L. » ne trouvera pas en Italie... Le front populaire espagnol a profité du manque d'une direction révolutionnaire et des lâchetés et trahisons des vieux partis socialiste, stalinien, anarchiste, centrisme, pour exterminer la classe ouvrière et instaurer une dictature bonapartiste-policrière féroce, qui a ouvert les portes à Franco.

De cette expérience tragique, le prolétariat italien et son avant-garde sauront tirer tous les enseignements.

Au front populaire que « G. L. » veut constituer en Italie, avec le réformisme, le stalinisme, la classe ouvrière, sur la base de l'expérience, opposera le front unique révolutionnaire des ouvriers et des paysans pauvres, guidée par un parti révolutionnaire, elle saura briser la manœuvre contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, du réformisme et du stalinisme, et ouvrir la voie à la révolution prolétarienne.

Aux bolcheviks-léninistes italiens de la IV<sup>e</sup> Internationale de comprendre leur tâche pour la construction de cet instrument : le parti.

Si l'on manque à cette tâche, il est clair que la contre-révolution au moyen du front populaire tente encore une fois de sauver le capitalisme, dans une crise révolutionnaire de la révolution prolétarienne. Tout le problème est là : comprendre l'expérience du passé pour préparer l'avenir...

Aux B.-L. de se mettre à l'œuvre.



## Pour la nouvelle jeunesse révolutionnaire

**D**ANS le dernier numéro de « Révolution » est publié un appel commun de la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire et de la Fédération autonome des J.S. de l'Aisne pour une Conférence d'unification des jeunes révolutionnaires.

La Jeunesse Communiste Internationaliste se réjouit de cet appel, elle qui, depuis plusieurs mois, demande que soit envisagée concrètement la question de la nouvelle Jeunesse. Les propositions que nous avons faites à plusieurs reprises aux J.S.R. et aux J.S.A. n'avaient pu aboutir et c'est avec joie que nous voyons qu'elles sont aujourd'hui reprises par ceux-là même qui déclaraient ne pouvoir les accepter. Comme nous l'avons toujours soutenu dans notre « Manifeste » dans « la Commune » et dans « le Jeune Bolchevick », la J.S.R. déclare aujourd'hui que l'organisation de classe de la jeunesse exploitée reste à construire.

Nous avons toujours dit et écrit que la première tâche des jeunes révolutionnaires était, à l'heure actuelle, l'unification sur un programme politique qui, tirant la conclusion de la faillite des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales, affirme la nécessité de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous avons, à maintes reprises, réclamé la constitution d'un « Comité pour

la Nouvelle Jeunesse ». Aujourd'hui, « Révolution » nous apprend qu'un « Comité d'Unification » existe et, dès maintenant, la Jeunesse Communiste Internationaliste y apporte son adhésion.

Cependant, qu'on y prenne garde. Une Conférence d'Unification insuffisamment préparée et à laquelle ne participerait qu'une partie de la jeunesse oppositionnelle serait sans lendemain et ne pourrait donner aucun résultat. Aussi notre J.C.I. fera-t-elle tous ses efforts pour que participent à cette Conférence tous les jeunes qui se refusent à l'Union sacrée et à la guerre. Comme le reconnaît aujourd'hui la J.S.R., aucun des groupes actuellement existants ne peut prétendre être, à lui seul, la Jeunesse Révolutionnaire. Celle-ci reste à construire et elle sera l'œuvre de tous les jeunes exploités qui prennent conscience de la trahison des partis ouvriers traditionnels.

Aussi convient-il de se féliciter de ce que la J.S.R. entend réserver une séance de sa Conférence Nationale à la question de l'unité de la Jeunesse, séance à laquelle pourront participer des délégués de toutes les organisations prolétariennes. Là encore, la J.C.I. sera présente pour faire connaître notre position et pour développer nos propositions.

## Pour le droit d'expression politique dans les Auberges de Jeunesse

**L**E mouvement des Auberges de Jeunesse est une excellente mécanique permettant au Front populaire de faire assimiler à la jeunesse son programme-baïllon de collaboration de classe et de défense nationale.

A Royan, paraît-il, sur le problème des jeunes, un délégué s'exprimait ainsi : « Vous parlez tellement à la jeunesse de Révolution, qu'elle y croit, elle, à la Révolution ! » Dans un certain sens, les dirigeants des A.J. sont peut-être plus honnêtes que les gens du C.N.M., eux qui n'y croient pas, à la Révolution, n'en parlent jamais aux jeunes Ajistes et surtout... leur interdisent d'en parler sous le toit de l'A.J.

Ainsi, dans ce « No man's land » politique, la volonté des jeunes travailleurs qui désirent rompre avec le vieux monde capitaliste, briser avec sa morale bourgeoise, se trouve canalisée dans le courant romantique « Retour à la Nature », au lieu de s'exprimer sur le terrain brûlant de la lutte de classes. Dans l'isolement des forêts et la fraternisation inter-classes, les rêves pacifistes et réformistes les plus mortels pour la jeunesse prolétarienne s'entretiennent et se développent.

Ces messieurs et dames du Front populaire, dirigeants incontrôlés des Auberges de Jeunesse, brosent un tableau très surréaliste de la jeunesse Ajiste : une paire de poumons, un larynx et deux pieds cloutés sur un fond de verdure. C'est « vu » à la manière des gens de l'Etat-major, n'est-ce pas ? Eux compléteront le tableau par une panoplie complète de soldat de 2<sup>e</sup> classe.

Pourtant la jeunesse prolétarienne des A.J. a aussi une tête, un crâne pour réfléchir au sort qui lui est réservé, des yeux pour inspecter le sombre horizon devant elle. Son avant-garde se doit de l'entraîner à le faire.

Chanter, respirer, marcher, c'est le programme que les A.J. proposent à la jeunesse, mais surtout ne pas penser, ne pas parler ! Mais c'est le programme criminel du stalinisme qui a transformé le lion de la J.C. de la Ruhr en l'ânesse des « Jeunes Filles de France » ; c'est le programme des social-démocrates qui chassent chaque année de leurs rangs des centaines de jeunes révolutionnaires qui s'élèvent contre la poli-

tique social-patriote de leur direction ; c'est le programme des radicaux pourris, c'est celui du « Front populaire » qui correspond à celui de la bourgeoisie et de son état-major : tenir la jeunesse prolétarienne éloignée de la lutte révolutionnaire, paralyser le développement de sa conscience de classe, la préparer à la guerre sous le drapeau de l'Union de la Nation française et, à la faveur de son apolitisme, à la faveur de sa désertion des rangs de l'avant-garde révolutionnaire, développer l'offensive fasciste dans le pays et la préparation de la prochaine guerre impérialiste.

Les jeunes révolutionnaires des A.J. qui dénoncent la préparation à la guerre, l'Union sacrée, le banditisme stalinien, ne doivent pas honteusement ployer la tête devant les exigences et les menaces des bureaucrates de la direction des A.J. En acceptant le silence politique imposé aux Ajistes, ils se rendent complices des fossoyeurs de la révolution prolétarienne.

Il ne faut pas dire : « Théoriquement, vous avez raison, mais pratiquement nous ne pouvons rien. » Il n'y a pas de théorie juste qui ne se vérifie pas par la pratique. Il faut renforcer, épauler, développer le mouvement « spartakiste » des A.J. qui combat l'Auberge de Jeunesse comme anti-chambre de la caserne (fermez vos gueules, serrez les rangs !)

A l'A.J., comme à l'usine, au bureau et dans la rue, il faut se battre contre la corruption idéologique bourgeoise, contre le fascisme naissant. Les « 4 points spartakistes », bien que très timides, peuvent servir de base de ralliement des jeunes révolutionnaires Ajistes :

1) Faire de l'A.J. un centre de culture prolétarienne hostile aux mœurs et à la morale petite bourgeoise ;

2) Faire de l'A.J. un foyer d'internationalisme et d'antimilitarisme révolutionnaire ;

3) Faire régner dans l'A.J. la liberté d'expression politique afin d'en pouvoir barrer la porte à la jeunesse fasciste avant qu'il soit trop tard ;

4) Organiser les usagers en Fédération, les réunir en Congrès national et participer démocratiquement à l'administration du C.C.A.J.

## Le congrès de Nantes

(Suite de la page 7)

Rien contre les deux ans, rien contre le budget de guerre, rien contre la propagande chauvine, rien contre les monstrueux sophismes qui tendent à faire du prochain carnage, une « guerre de libération contre le fascisme ».

### Le rapport financier

Le Rapport moral appelait beaucoup d'autres considérations. Cependant, contentons-nous de quelques brèves remarques sur le Rapport Financier qui, malgré son manque de clarté, est assez instructif.

C'est ainsi qu'il nous apprend que trois permanents touchent 90.710 francs, soit plus de 30.000 francs chacun (qu'en dites-vous, camarades intérimaires ou stagiaires ?). De plus, une indemnité de 35.400 fr. est allouée aux secrétaires et au trésorier (ne serait-ce donc pas les trois permanents ?).

Le personnel du Secrétariat touche 66.798 fr. 60 et le personnel de « L'Ecole Libératrice », non compris les rédacteurs, émerge, au total, pour 151.690 francs 75. Que fait donc, au fait, ce personnel, puisque l'expédition du journal figure sous un autre chapitre ? Le Rapport financier indique seulement : « Bandes et fichier ». Pour ce prix, on doit pouvoir faire confectionner un certain nombre de bandes.

L'indication la plus curieuse, au chapitre « Dépenses » est celle-ci : « Emploi de fonds : 1.087.239 fr. 10 ». Les malheureux bougres de cotisants aimeraient tout de même savoir à quoi a été employé ce million.

### Contre le rapport moral,

### front unique des révolutionnaires !

Après lecture d'un tel Rapport moral, il est aisé de comprendre qu'il n'est pas un instituteur resté fidèle à la lutte de classes et au syndicalisme d'action qui pourra l'accepter.

Contre le Rapport du Bureau, il convient donc que se réalise le front unique de tous ceux qui entendent s'opposer à l'union sacrée et à la capitulation et qui veulent que soit respectée la démocratie syndicale.

Pour faire aboutir nos revendications, pour lutter efficacement contre la guerre impérialiste qui menace, il est temps d'abandonner la politique de collaboration et de balayer les dirigeants réformistes !

Au Congrès de Nantes, doit, au moins, s'affirmer une large minorité capable d'imposer aux Delmas et autres Hagnauer l'orientation révolutionnaire sans laquelle le Syndicat ne peut défendre utilement les intérêts des syndiqués.

Pour sa part, notre Parti Communiste Internationaliste apportera son aide à tous les opposants et, dans un prochain numéro de « La Commune » nous ferons connaître quelle orientation doit être, à notre avis, défendue au Congrès, en indiquant notamment notre position à l'égard de la motion de nos camarades de « L'Ecole Emancipée ».

### Bulletin d'Abonnement

Nom et prénom .....

Adresse .....

souscrit un { 3 mois ..... 8 fr.  
Abonnement de { 6 mois ..... 15 fr.  
1 an ..... 30 fr.

et adresse le montant au compte postal  
Brausch 1773-07. Paris